

solidaire

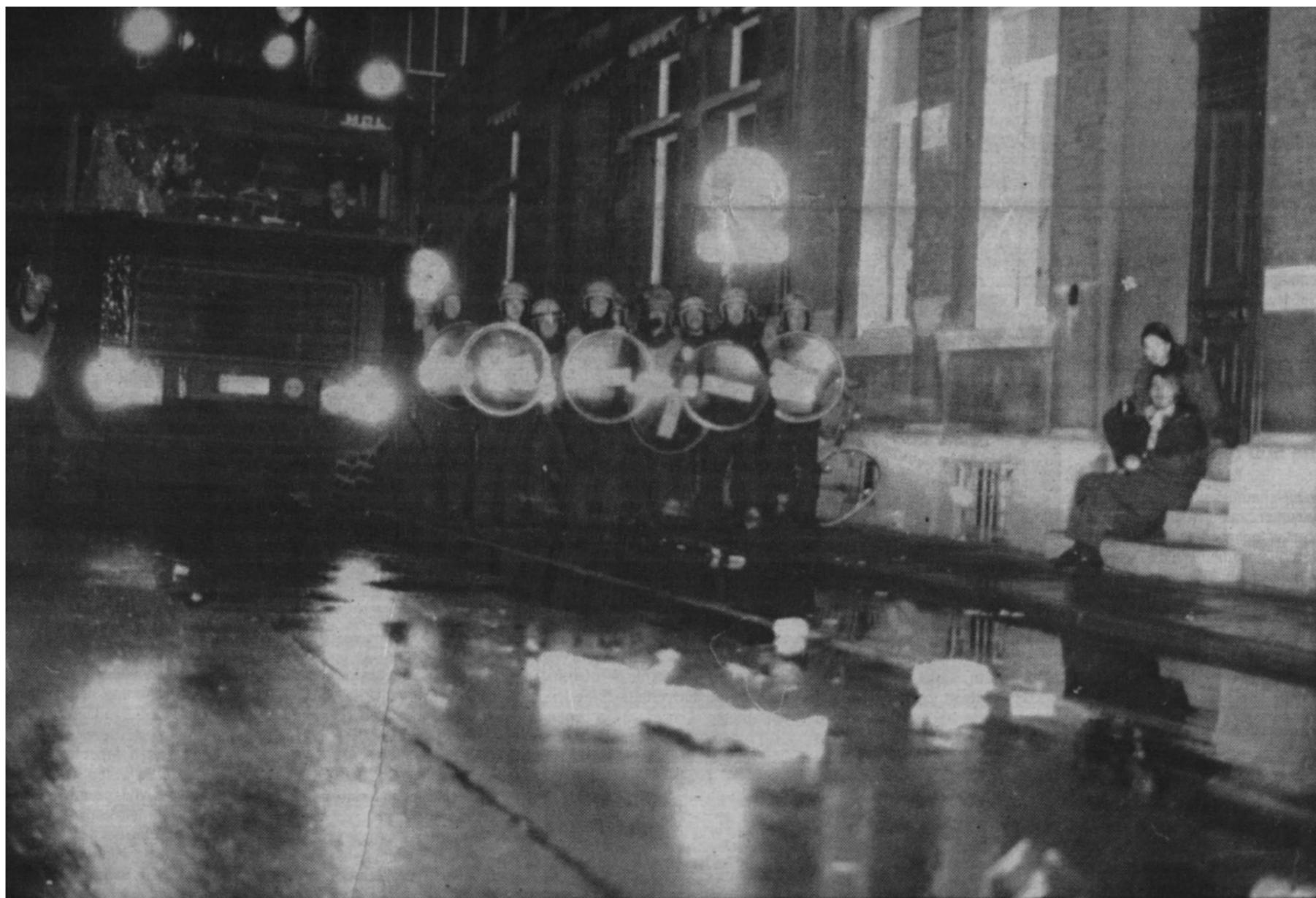
Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 12 (1126) 13 mars 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

6

Tobback-Matraque protège les fascistes



Pour permettre aux néo-nazis du NSV de parader, le SP Louis Tobback a permis à 300 gendarmes et policiers de réprimer de façon brutale 2.000 manifestants antifascistes.

9

**Fabrimétal-Liège
veut réduire
les salaires de 17 %**

10 - 11

**Palestine :
Arafat est-il passé aux
côtés d'Israël ?**

14 - 15

**Les pièges du projet
pédagogique
d'Onkelinx**



"Arrêtez les jaunes, victoire aux dockers", "dites non au travail occasionnel".

Tous les dockers de Liverpool licenciés !

Frans Vanbelle

Depuis septembre, les 500 dockers licenciés du port britannique de Liverpool luttent pour leur réintégration. Leurs actions et la vague de solidarité internationale ont finalement obligés les autorités portuaires à négocier.

La semaine du 17 février, des dockers de 15 pays étaient les invités des dirigeants de grève de Liverpool, Jim Nolan, Jim Davies et de leurs compagnons. Parmi les invités, quatre dockers d'Anvers, à l'initiative du PTB. Reportage exclusif d'une grève déjà historique.

Angleterre : voyage en enfer

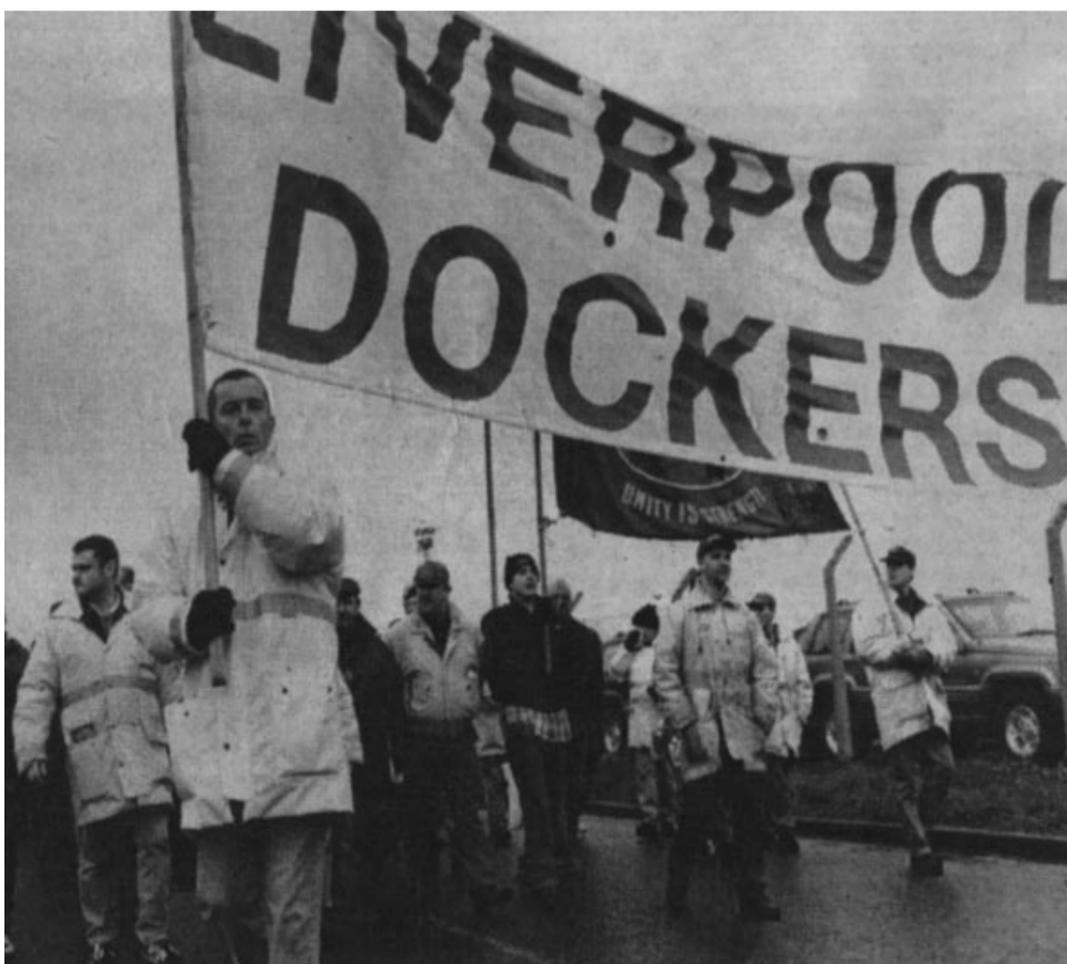
Reportage exclusif sur la grève déjà historique de 500 dockers

26 septembre 1995. Torside, nouvelle entreprise du port de Liverpool, qui employait 80 jeunes fils de dockers, licencie tout son personnel. Les jeunes avaient organisé une grève contre la flexibilité croissante et avaient formé un piquet, ce qui est interdit par les lois de Thatcher. Les autres dockers ont refusé de briser le piquet. Le lendemain, les 400 autres dockers du port sont à leur tour licenciés. «J'étais licencié, raconte Chris Clinch, jeune docker. Mon père a refusé de passer à travers notre piquet. On l'a licencié aussi.»

Le statut des dockers britanniques (Dock Labour Scheme) a été supprimé en 1989. L'ancien premier ministre Thatcher, la "dame de fer" avait gagné la bataille contre les dockers en grève. Ceux de Liverpool étaient pourtant les derniers à reprendre le travail et c'est le seul port où les syndicats sont parvenus à se maintenir.

«Réintégration des dockers, dehors les jaunes !»

Depuis septembre, les autorités portuaires tentent de relancer les activités du port en recourant à des travailleurs intérimaires non-syndiqués et contraints à une grande flexibilité. Les "jaunes" logent dans des caravanes sur les quais ou dans les hôtels de Liverpool. Les 500 dockers licenciés exigent leur réintégration et le départ des jaunes : «Dockers in, scabs out !» Aux piquets, ils doivent affronter les troupes anti-émeute. «Nous



«Nous bénéficions d'un grand soutien moral et financier en Grande-Bretagne. Et le soutien et la solidarité internationale sont impressionnants», explique le délégué Terry Teague. Cette solidarité renforce leur détermination à lutter pour leur réintégration.

organisons un piquet illégal pour arrêter les intérimaires, explique Jimmy Davies, un des dirigeants de la grève. Mon fils m'avait défendu de participer au piquet à cause de

mon âge, car l'unité spéciale de gendarmerie, les "Operational Support Divisions" était là. Cette unité a été créée pendant la grande grève des mineurs. Ce sont des gars

excités, spécialisés dans la répression des grèves.»

La loi interdit aux dockers d'organiser des référendums ("ballots") sur l'action, car ils ne sont plus considérés comme des travailleurs, mais comme de chômeurs. En octobre, ils ont tout de même tenu un vote. La majorité s'est prononcée pour la réintégration de tous les licenciés. Mais le patron a immédiatement répliqué par un lock-out et les 500 dockers ont trouvé porte close.

Face à l'attitude scandaleuse des patrons, la population de Liverpool s'est solidarisée avec les dockers.

Trois semaines plus tard, la direction a invité 200 dockers licenciés à signer un nouveau contrat de reprise du travail sous de nouvelles conditions moins

favorables et sans représentation syndicale. Ils devaient s'adresser à la firme *Drake Port Services* de Southampton, qui engageait des jaunes. «J'ai refusé un nouveau contrat, parce qu'on le refusait à mon collègue», commente Dominic Carville, 54 ans. Cadre au port depuis 33 ans, il ne pourra prendre sa pension à 65 ans, car on l'a licencié. «J'ai quatre enfants qui étudient. L'un d'eux est à l'université d'Oxford. L'allocation de chômage en Grande-Bretagne s'élève à 2.000 FB (44 livres) par semaine ! J'étais parmi les 200 à qui on avait demandé de reprendre le travail. J'ai refusé. Car 200 collègues à mes côtés n'obtenaient pas de travail. Ceux-là ont aussi une famille à entretenir. Les 200 ont été contactés un par un au téléphone. 20 avaient accepté. Finalement, après discussion avec eux, seulement trois ont signé le nouveau contrat.»

Le référendum du patron : un échec

Après vingt semaines d'actions, les barons du port affrontent de graves problèmes. Les compagnies de conteneurs qui fréquentent Liverpool menacent de s'adresser à d'autres ports.

La direction portuaire a élaboré un compromis avec le syndicat des transports : 40 dockers seraient repris et les autres toucheraient une prime de départ de 1,16 million FB (25.000 livres). Ce projet a été soumis à un vote légal : un référendum postal. «D'abord on nous a interdit d'organiser un référendum, commente le délégué Tony Russell. Maintenant, le référendum est tout à coup autorisé. Ils espèrent se débarrasser de nous grâce à cette prime...» 50 dockers ont voté pour le projet, 271 l'ont rejeté. Un événement sans précédent, après cinq mois de grève.

«Nous ne voulons pas des aumônes mais du travail», disent les grévistes. Certains dénoncent le scandale des primes de départ : «En 1989, bon nombre de dockers ont été licenciés avec une prime de 1,6 million FB (35.000 livres). Certains d'entre eux travaillent maintenant dans le port comme jaunes. C'est absurde.»

Nous croyons dans notre victoire

Le délégué Terry Teague : «On nous a dit : "toutes les luttes importantes en Angleterre ont échoué : les sidérurgistes, les mineurs, les dockers... Quelle chance avez-vous ?" Depuis 22 semaines, notre campagne est bien organisée, nous sommes toujours debout. Nous nous battons pour quatre raisons. 1. Nous ne voulons pas trahir nos jeunes dockers, qui luttent con-

tre l'introduction d'une main d'oeuvre au rabais, privée de syndicats. 2. Les dockers de Liverpool luttent pour toute la classe ouvrière de Grande-Bretagne. 3. Les travailleurs ont le droit de participer à l'organisation de l'industrie, de lutter, d'avoir un emploi, un syndicat. 4. La lutte contre la corruption des patrons, qui ont gaspillé les millions de la collectivité et de l'Union européenne. Le capitalis-

me mène à la généralisation des emplois précaires, des travailleurs sans droits, sans pouvoir de décision. Nous bénéficions d'un grand soutien moral et financier du Royaume Uni et d'ailleurs. Les dockers organisent des boycotts en Australie, Canada, USA, Suède, Espagne, Israël, Italie, Grèce, France, Nouvelle Zélande. Nous croyons dans notre victoire.»

25 % de salaire en moins

L'Angleterre montre l'avenir de l'Europe

«En 1989, il y avait encore 1.100 dockers à Liverpool. En 1991, il n'en restait plus que 500», raconte Bill. Ce ravage résulte de la suppression du statut protégé des dockers. Pour ces 500, les conditions de travail sont devenues terribles.

«Lorsque Thatcher a supprimé le statut des dockers en 1989», raconte Ryan Dooley, «toutes les catégories ont disparu. Je travaillais alors aux docks depuis 28 ans, et pendant 25 ans comme marqueur (contrôle et comptage des marchandises).

Du jour au lendemain, tout le monde devait pouvoir effectuer tous les travaux. Je suis d'abord devenu grutier, puis chauffeur et

ensuite simple docker.

Physiquement, je parvenais à peine à tenir le coup. D'autres marqueurs ont été licenciés. Un homme de 60 ans qui travaillait sur le quai des conteneurs a été obligé d'apprendre à conduire un "straddle carrier" (les mastodontes qui soulèvent les conteneurs). Il n'y est pas parvenu. Il arrivait à peine à monter sur l'énorme machine. Il a dû partir.

On nous a aussi supprimé nos primes : une perte salariale de 4.500 F par semaine, soit un quart de notre salaire...»

Liverpool est resté le seul port britannique où les travailleurs ne sont pas embauchés à la semaine et

où la présence syndicale a été maintenue.

Aujourd'hui, les autorités portuaires veulent transformer les dockers en travailleurs "occasionnels" ("casual"), embauchés à la semaine ou au mois, par une agence spécialisée. A Liverpool, l'agence des intérimaires et des ouvriers "occasionnels" est la *Drake Port Services*, Southampton.

Le travailleur "occasionnel" ne touche ni congés payés, ni pension, car le patron ne cotise ni pour l'un ni l'autre.

Il gagne, par an, de 3.500 à 4.000 livres de moins qu'un docker sous contrat (170.000 F en moyenne), ce qui équivaut à une perte d'un quart de salaire.



«Les patrons cupides ont viré mon papa et mon grand-papa. Il veut ainsi des "occasionnels", des temps partiels et des bas salaires. A qui le tour ? Arrêtez-les maintenant !»

1,7 milliard de bénéfices, révoltes ouvrières

Le port de Liverpool est l'un des ports britanniques les plus rentables. En 1994, il a réalisé un bénéfice de 1,7 milliard de FB (37 millions de livres).

La crise pousse les capitalistes à des situations absurdes. Le licenciement des dockers a mené à l'introduction de nouvelles conditions de travail au terminal des conteneurs. Ces mesures ont en effet anéanti la connaissance et l'expérience d'une génération entière de dockers. Et la productivité a commencé à baisser. «J'étais instructeur des conducteurs de "straddle carrier" (grue à conteneur)», explique Teddy Jones, licencié. «Le nouvel instructeur n'a aucune expérience. Normalement, il faut deux à trois ans pour devenir un bon straddle driver. Nous traitons 600 conteneurs par jour. Aujourd'hui, ils en traitent 200, avec beaucoup plus de dégâts».

John Mc Kenzie, 44 ans, est chauffeur de "straddle carrier". Il a

été licencié après 23 années de travail au port. «Nos salaires étaient relativement élevés. Mais la crise capitaliste a engendré une telle masse de chômeurs que les capitalistes font ce qu'ils veulent. Leurs bénéfices ne cessent de grimper et nos salaires de chuter. J'ai confiance dans l'issue de notre conflit. Quant à la société, j'y ai beaucoup réfléchi. Je m'intéresse à l'histoire. Pour survivre, le capital doit dominer la classe ouvrière. Lorsque les travailleurs en prennent conscience, c'est la fin du capitalisme. Mon père et mon grand-père étaient dockers comme moi. Maintenant je me bats comme ils me l'ont appris. Si c'est cela le communisme, je suis pour le communisme».

«Le communisme pour moi, c'est OK»

«Nous ne devons pas plier devant les lois anti-grèves», ajoute le jeune

Billy, ancien mineur. «Ceux qui ont détruit les lois de notre pays, nous disent à présent que nous devons respecter leurs lois. Ce qui compte, c'est que les dockers veulent se battre et internationaliser leur combat. Ces lois ont uniquement été adoptées à cause de la crise économique. Les politiciens sont évidemment responsables de leur existence, mais nous aussi sommes complices. Il y a trois sortes de syndicalistes. Les premiers sont ceux qui considèrent que la lutte des classes est terminée. Ils croient que les intérêts des employeurs et des travailleurs sont les mêmes. Ils ne sont pas dignes du nom de syndicalistes. La deuxième sorte : ceux qui ne luttent qu'en paroles, dans les limites de la loi. La troisième catégorie sont les syndicalistes qui se basent sur des principes simples : Ne brisez jamais un piquet - Si vous avez besoin de solidarité, demandez-la - Si on vous demande votre solidarité, donnez-la».

Notre carnet du docker : pour nos enfants

«Le jeunes ne connaissent plus l'histoire du port, commente Theo, docker anversois. Leur statut protégé leur semble évident. Ils ne se rendent pas compte que les générations précédentes ont dû se battre pour l'obtenir. Les communistes ont joué un rôle essentiel.» Ce statut particulier du docker est consacré dans un carnet, où sont consignées les embauches et que le docker peut transmettre à ses enfants. Aujourd'hui, il ne reste plus grand chose de ces "avantages". Les dockers travaillent en équipes réduites pour un salaire minimum. Certains en ont marre de travailler. «Encore trois ans, et

je pourrais jeter ce carnet à la poubelle», disent-ils.

«Mais, rétorquent les dockers de Liverpool, il ne faut pas jeter ce carnet. Il représente un emploi, un revenu. Les générations qui nous ont précédés ont mené des luttes très dures pour l'obtenir. Ce carnet n'est pas une propriété personnelle. Lorsque votre carrière prend fin, vous avez à le remettre à votre successeur. Lui aussi veut un emploi, un revenu et a une famille à entretenir. Nos prédécesseurs ont continuellement amélioré les conditions de travail liées à ce carnet. Nous devons au moins les conserver.»

Remarquable solidarité mondiale : Australie, Italie...

Dans les ports d'Australie, du Canada, d'Espagne, d'Israël, de Grèce et d'Italie, le boycott des marchandises en destination de Liverpool prend forme. Extrait du rapport des délégués : «Australie. Kevin Robinson et Terry Teague ont été invités, par l'Union maritime d'Australie, à rencontrer des dockers à Sydney et à Wollongong. 21 rencontres et 10 meetings de masse avec les dockers australiens. Résultat : des grèves du zèle et une grève de 24 heures de la compagnie de conteneurs qui achemine à

chaque voyage 600 à 700 conteneurs à Liverpool. Les contacts et les actions de solidarité se poursuivent. 700.000 FB (15.000 livres) récoltés.

Italie. Grande solidarité et soutien financier à Gènes. A Salerne, les dockers ont refusé de prester des heures supplémentaires. Rencontre avec des dockers à Naples. Promesse de soutien financier mensuel, les dockers promettent de donner le salaire d'une heure supplémentaire par mois».

... et Léningrad

Lundi soir. Le dirigeant syndical Jimmy Donovan reçoit des nouvelles d'Australie. La compagnie de conteneurs ABC a subi une perte de 1.8 millions £ (83 millions FB) en Australie et globalement une perte de 14 millions £ (640 millions FB). C'est la fête parmi les dockers, car leurs actions commencent à porter leurs effets. Petit à petit des sociétés sont en difficulté. Mardi. Certaines sociétés ont déjà contacté la direction des grévistes : «Que faut-il pour que nous ne soyons pas exposés aux actions dans les ports?» La réponse du comité est claire : «N'acceptez pas que les navires soient chargés et déchargés par des jaunes».

Mercredi. Fax de solidarité de Floride, des ouvriers de Moscou, Kiev et Léningrad.

Jeudi. Grève de solidarité de 24 heures du port du Pirée en Grèce.

Jeudi et vendredi. Après des mois d'embargo médiatique, les patrons de la compagnie portuaire Merseyside placent un grande annonce dans les journaux : «Aujourd'hui les délégations internationales de la conférence des dockers à Liverpool rentrent chez elles des quatre coins de la planète. Elles emmènent les fausses informations qui pourraient coûter des centaines et même des milliers d'emplois à Liverpool à la société Merseyside...»

16 mars : ils viennent à Anvers

Le samedi 16 mars, à 19h, la cellule du PTB du port d'Anvers (avec l'asbl Aan Zet) organise un meeting où parleront deux délégués de Liverpool, Terry Teague et Tony Russell, dans le centre de rencontre belgo-yougoslave, Lentestraat 10, 3000 Anvers.

Les hommes et les femmes de Liverpool veulent défendre jusqu'au bout leur droit à un emploi et à un revenu décent. Ils

touchent seulement 2.000 FB par semaine depuis cinq mois. Tout soutien est le bienvenu. Au port d'Anvers, le PTB a déjà récolté 6.300 F de soutien. Vous pouvez verser votre contribution au compte n° 001-1151486-75 du PTB-Bruxelles avec la mention "Projet Liverpool". Nous verserons l'argent au comité de grève de Liverpool, "Merseyside port shop stewards committee".

EDITORIAL

Salaire et emploi

Kris Hertogen

L'accord passé à la SNCB — réductions de salaire "pour sauver des emplois" — fait école. A Cockerill-Sambre et dans l'enseignement francophone, certains veulent s'en inspirer. C'est la solidarité de l'impuissance, qui répartit le chômage entre tous les travailleurs, sans pour autant le réduire. A l'échelon national, on négocie un nouveau pacte social, le "Contrat d'avenir pour l'emploi". Ce pacte veut harmoniser l'évolution des salaires en Belgique avec celle des pays voisins. Avec la collaboration des syndicats, une norme serait imposée dans chaque secteur, limitant les augmentations de salaire. Une évolution salariale négative dans le même secteur en Allemagne, aux Pays-Bas ou en France conduirait automatiquement à une baisse de salaire en Belgique. Les négociateurs sont bien conscients que cela ne crée pas d'emplois. Pour financer l'emploi, ils veulent donc obliger les travailleurs à céder une part de la petite marge que la norme salariale leur donnerait. Et dans les secteurs où il n'y a aucune marge, les travailleurs n'auront qu'à céder une partie de leur salaire net actuel.

Le Contrat d'avenir va encore plus loin. Il s'inscrit dans le cadre du Livre Blanc de Jacques Delors, rédigé en 1993 pour la Commission Européenne. Un document qui veut renforcer la position concurrentielle européenne face aux patrons américains et japonais.

Les mesures proposées — réduction des cotisations sociales, extension du travail à temps partiel, assouplissement du marché du travail, emplois hamburger dans le secteur des services, etc — se retrouvent dans les textes qui préparent le Contrat d'avenir belge.

Pour savoir à quoi cela mène, il faut regarder en direction de la Grande Bretagne. Le premier ministre Major a toujours devancé la Commission Européenne. Ses "succès" temporaires dans la lutte contre le chômage cachent de plus de plus difficilement le problème croissant des salaires de famine. «Paradoxalement, les salaires sont une des causes principales de la misère dans notre pays», dit le directeur de Low Pay Unit, une organisation qui prend la défense des bas salaires en Grande-Bretagne, où un habitant sur quatre vit dans la misère. L'Allemagne et la Belgique s'engagent dans la même voie.

Quelles en seront les conséquences ? La baisse du pouvoir d'achat approfondira encore la crise de la surproduction. Les concurrents répondront par des attaques encore plus dures contre leurs travailleurs. Les travailleurs ne trouveront leur salut que dans la lutte pour l'emploi et les salaires, contre la flexibilité. Les ouvriers d'Opel à Anvers et de CMI à Liège, les enseignants francophones montrent la voie.

Le syndicat : police salariale des patrons ?

Non au pacte social, liberté de lutter pour les intérêts des ouvriers

Des négociations s'ouvrent le 18 mars sur un "contrat d'avenir" pour l'emploi. Enjeu : un pacte social sur le modèle allemand. Le gouvernement y parviendra-t-il ?

Kris Hertogen

Le président du SP, Louis Tobback, déclare : «Au 1er Mai de l'année dernière à Alost, j'ai lancé un appel pour un pacte social. En ce moment, il est en préparation» (1). «Je constate une certaine volonté commune auprès des partenaires sociaux, affirme le premier ministre Dehaene. Au sein de ce groupe, il y a parfois plus d'unanimité qu'il n'y apparaît à l'extérieur.» (2)

En 1993 déjà, le gouvernement Dehaene I voulait conclure un "pacte social". Son plan a échoué; le bureau national de la FGTVB y avait opposé son refus. Le gouvernement avait alors élaboré un plan global contre lequel les syndicats ont lancé des grèves. Effrayé par les grèves en France, le gouvernement veut éviter tout nouvel échec. Dehaene déclare ainsi : «J'ai appris que la procédure de décision, tant chez les patrons que les syndicats, est assez pesante. On ne peut donc leur imposer un calendrier trop rapide. C'est pourquoi cette concertation sociale démarre comme un moteur diesel qui nécessite un certain temps de réchauffement.» (2) Il faut du temps pour amener des instances syndicales à la capitulation. Et cela ne se fait pas sans heurts. A trois reprises (la dernière, le 27 février), le bureau national de la FGTVB a refusé d'approuver une note des négociateurs. Principale pierre d'achoppement : la collaboration des syndicats à la fixation d'une norme salariale, qui limiterait considérablement la liberté de négociation.

Gardien de la compétitivité ?

Le maintien et la croissance de l'emploi passent par la défense de la compétitivité, écrivent les négociateurs, le 12 février. Afin de renforcer la compétitivité en Europe, le gouvernement veut réviser la loi sur la compétitivité pour l'adapter automatiquement à l'évolution des salaires en Belgique à ceux des trois principaux partenaires commerciaux (Allemagne, Pays-Bas et France). Des voix s'élèvent dans les deux syndicats en faveur d'une collaboration à un nouveau système. Au sein du



En 1993, les syndicats ont manifesté en masse contre le pacte social que le gouvernement voulait imposer. C'est ce qu'attend aussi la base aujourd'hui.

Conseil économique central on analyserait l'évolution des salaires en Belgique et dans les trois principaux pays concurrents, ainsi que les différences entre les secteurs et l'inflation probable. Sur cette base, on établirait un objectif macro-économique visant à limiter les hausses salariales. Dans une phase suivante, cet objectif serait concrétisé pour chaque secteur. Dans certains secteurs on pourrait demander plus, dans d'autres moins. Chaque année, on ferait une évaluation. Si la norme est transgressée, il faudra apporter des corrections (c'est-à-dire imposer des mesures d'austérité supplémentaires).

Si ces intentions aboutissent, la situation sera particulièrement inquiétante. Lorsque les ouvriers d'une entreprise se mettront en grève pour leurs revendications sans tenir compte de la compétitivité, le syndicat devrait les rappeler à l'ordre. Lorsque l'évolution salariale dans l'un ou l'autre secteur serait excessive par rapport à la norme, les dirigeants syndicaux devraient plaider en faveur d'une modération salariale... Les syndicats deviendraient les gardiens de la compétitivité et de la politique salariale du patronat.

Nouveaux emplois ? Attrape-nigaud

Pour convaincre la base, on fait miroiter des garanties pour l'emploi. Les propositions qui circulent font état "d'accords pour l'emploi". Ceux-ci garantiraient le maintien ou la croissance de l'emploi. Pour les réaliser, les travailleurs devraient céder une partie de la marge que leur concède la loi. Mais entre-temps, les patrons

auraient déjà engrangé l'essentiel du butin. Et que faire dans les secteurs où il n'y a pas de marge ? Diminuer les salaires nets comme à la SNCB ? De plus, toutes ces promesses n'ont aucune valeur. Les délégués et les travailleurs n'ont pas oublié l'opération 5-3-3 (5 % de diminution du temps de travail, 3 % de baisse salariale et 3 % d'embauches) des années 80. Seule la restriction salariale a été imposée, sans qu'il y ait de nouvelles embauches.

Les ouvriers n'ont aucun intérêt

à entrer dans la "logique concurrentielle", qui conduit à une spirale mondiale vers le bas. Non à toute atteinte aux salaires. L'emploi ne peut être défendu et arraché que par la lutte contre les patrons. Les patrons peuvent et doivent payer la semaine de 32 heures avec maintien des salaires, sans flexibilité et avec embauches compensatoires.

Humo, 5 mars 1996. 2. De Morgen, 9 mars 1996.

Exemple néerlandais : 1 temps partiel sur 3

Le gouvernement sait très bien que la politique salariale ne crée pas d'emplois. Sa véritable politique d'emploi se situe à un autre niveau. Le premier ministre Dehaene : «D'une part des mesures qui accordent plus de souplesse au travailleur (travail à temps partiel, interruption de carrière, prépension à temps partiel, etc...), d'autre part des règles flexibles pour le marché du travail. Si nous jouons sur ces deux tableaux, nous obtiendrons des résultats.» (2) Quels résultats ? Pour le savoir, allons voir ce qui se passe chez nos voisins du nord.

Les Pays-Bas connaissent une véritable explosion du travail à temps partiel qui, aujourd'hui, représente non moins de 36 % de l'emploi total. De 1985 à 1994, 1,2 millions de travailleurs à temps partiels se sont ajoutés. Bon nombre ne tra-

vailent que quelques heures par semaine. Ainsi, le nombre de personnes travaillant moins de 12 heures par semaine est passé de 477.000 en 1982 à 736.000 en 1995. Cette sorte de travail représente maintenant déjà 11 % de la masse totale de l'emploi. Selon des études récentes, 550.000 personnes aux Pays-Bas sont mises au travail par des bureaux d'intérim, soit 10 % de l'emploi total. Dans les secteurs horeca, culture, horticulture en serres et commerce de détail, seuls 27 % des travailleurs ont un contrat fixe à temps plein, 32 % un contrat fixe à temps partiel, 10 % un contrat à durée déterminée et 31 % aucun contrat. Les chiffres du chômage, si favorables aux Pays-Bas, sont faussés. Le travail à temps partiel est une forme de chômage caché, qui répartit la misère sur un plus grand nombre.

Flics et lycéens

Nouveauté à Charleroi : la semaine passée la police a "averti" des jeunes du comité des lycéens qu'il fallait faire très attention aux "casseurs" du PTB et de Rebelle, qui allaient venir pour «foutre la merde». Le lendemain la police demandait doucereusement à un étudiant du supérieur si la police judiciaire pouvait assister à leur réunion pour protéger ces braves jeunes contre les agitateurs du PTB et de Rebelle «déguisés en étudiants». Les étudiants ont sagement remercié ces nouveaux "anges gardiens". Un dirigeant du comité du supérieur a déclaré à la réunion des lycéens que les accusations de la police l'étonnaient très fort parce que «partout où les gens du PTB interviennent, c'est pour défendre notre lutte». Attention aux tentatives des flics pour infiltrer et briser le mouvement !

Le patron de Ford : Nous sommes des requins

Les constructeurs automobiles se plaignent de leurs surcapacités et de la saturation du marché européen qu'ils ont eux-mêmes provoqués en s'équipant de robots etc... Nous savons parfaitement que toutes les innovations qu'ils apportent dans la production, qui provoquent tant de misères, ne résolvent rien et préparent au contraire la pire des guerres concurrentielles: "nouvelles relations de travail", production à "flux tendu", flexibilité généralisée et pressions accrues sur les sous-traitants ne permettront jamais de distancer la concurrence. Trotman, le patron de Ford, déclare: «D'abord les grands poissons ont mangé les petits, maintenant les requins se dévorent entre eux.» Le capitalisme est un monde de bêtes féroces. Il n'a aucun avenir à offrir. (Financieel-Ekonomische Tijd, 02/03/96)

Combien gagne votre patron ?

Le patron de Caterpillar reçoit 93 millions par an

Thomas Gounet

Les revenus des capitalistes sont ultra-secrets en Europe. Ce n'est pas le cas aux Etats-Unis. Là-bas, les patrons sont même fiers d'afficher leur aisance financière. C'est ainsi qu'on peut voir les plus gros scandales du système capitaliste. Par exemple, Caterpillar a connu aux Etats-Unis la plus longue grève de son histoire. Pendant quatre ans, de 1991 à 1995, les travailleurs ont mené des actions d'intensité diverse sur différents sites (dont celui de Peoria, le siège central). La



Julien Versteegh, (avec le foulard), derrière ses camarades délégués d'écoles de Bruxelles et Liège.

Julien et Mikaël arrêtés

La police vise les délégués des lycéens

Bruxelles, 8 mars, vers 10 h du matin. Une centaine de jeunes de différentes écoles se dirigent vers une manifestation. Soudain, ils sont encadrés par plusieurs voitures de police et inspecteurs en civil.

Renate Dhoker

Julien Versteegh (18 ans), n'est pas inconnu des lecteurs de Solidaire (voir Gros Plan, n°9). Délégué des étudiants du lycée Dachsbeck de Bruxelles, il était en tête du groupe des étudiants manifestant. La police l'accuse d'être un "leader". Il est embarqué. Au poste, on lui ordonne de se déshabiller pour une fouille complète. Il est enfermé dans une cellule surchauffée de l'Amigo sans recevoir ni à boire ni à manger malgré ses demandes répétées. Il n'est libéré qu'à 16 h, une fois

toutes les manifestations dissoutes. Il est clair qu'on veut l'isoler du restant du groupe.

Suite à cette arrestation, deux autres délégués de son école, Mikaël et Alex arrivent au commissariat pour savoir combien de temps Julien sera détenu. Un officier ordonne alors à une dizaine de policiers, de les maîtriser. Trois flics attrapent Mikaël, deux lui saisissent le bras et le troisième lui donne un coup dans le ventre. Les deux jeunes se retrouvent dans une cellule. Il est midi. Axel, étant mineur,

est relâché au bout d'une demi-heure alors que Mikaël ne l'est qu'à 18 h.

Ces arrestations ne sont pas un hasard. Kitson, spécialiste britannique du maintien de l'ordre et de la contre-guerilla écrivait en 1971: «Le moyen le plus efficace de briser un mouvement non violent consiste à couper les masses des dirigeants révolutionnaires (...), à serrer de près les dirigeants de la subversion pour les éliminer.» Contre cette stratégie, le comité des étudiants de Dachsbeck, l'école de Julien et Mikaël, a réagi de manière exemplaire: dès l'annonce des événements, ils ont immédiatement assuré la protection de leurs délégués et lancé une pétition contre toute interdiction du droit de manifester, contre toute arrestation et poursuite des étudiants.

EN BREF

Troisième convoyeur GMIC abattu

A Gerpennes, un attentat contre un convoi nocturne de fonds a fait à nouveau une victime. C'est le troisième mort en six mois. L'an dernier, la direction de GMIC avait promis de mettre fin aux transports nocturnes, à condition que Securitas et Brinks Ziegler en fassent de même. Ce qui n'a pu être obtenu «parce que certains gros clients, notamment des grandes banques, refusent de remplacer les transports nocturnes par des récoltes de jour». (De Morgen, 8.3.96). Manifestement, ces messieurs ne se soucient guère du sort de ces convoyeurs qui touchent 40 à 50.000 francs par mois pour risquer leur vie chaque jour.

Rendement : 12 % ou plus

La Banque Bruxelles Lambert (BBL) «vaut en 1995 le double de ce qu'elle était en 1992». Ses bénéficiaires ont augmenté jusqu'à 9 milliards, 15 % de plus qu'en 1994. La rentabilité de la BBL a ainsi atteint 11,8 %, pourtant «elle reste à la traîne de la G-Banque qui se targue d'un 13,1 % et de la Kredietbank qui fait certainement plus». (L'Echo, 7.3.96). Entre-temps, le petit épargnant doit se satisfaire d'un intérêt de... 2 %.

G-Banque : maxi-bénéfice, mini-emploi

Pour la cinquième année consécutive, la Générale de Banque a ajouté un milliard à ses bénéfices. Ceux-ci ont atteint 13,7 milliards nets (+ 8,1 %) en 1995. Et ce, malgré l'importante provision qu'elle a dû mettre de côté pour Eurotunnel. En outre, elle a déboursé 34 milliards (!) pour l'achat de la Generale Bank Nederland. Dans le domaine de l'emploi, c'est autre chose: «Confronté aux déclarations de John Tack, membre du comité de direction, qui évoquait la suppression de la moitié de l'emploi dans le secteur bancaire, le président de la G-Banque, Chaffart, a réagi en disant que cette position était "modérée" par rapport à celle du président de la Lloydts britannique.» (Financieel-Ekonomische Tijd, 6.3.96)

Augmenter sa fortune de 41 % en un jour !

C'est ce qui est arrivé aux actionnaires de la multinationale pharmaceutique suisse Ciba-Geigy. Le jour après l'annonce de la fusion de Ciba avec Sandoz, le géant suisse de la chimie, le cours de l'action Ciba à la bourse de Zurich a augmenté de 41 %. Les actionnaires de Sandoz devront se contenter d'une hausse de 21 % seulement. Cette fusion gigantesque entraînera à terme la perte de 13.000 emplois (sur un total de 145.000) (L'Echo, 8.3.96). Au cours des négociations sur un "contrat d'avenir pour l'emploi", Dehaene et Tobback continuent d'affirmer aux syndicats que les bénéfices et la rentabilité sont la meilleure garantie de l'emploi...

Chômeurs, attention !

Chaque fois que le gouvernement prépare un plan d'austérité important, il commande l'une ou l'autre "étude" internationale auprès du Fonds Monétaire International (FMI) ou de la Commission européenne. Question de préparer les esprits. La semaine dernière, la Commission européenne s'en prenait aux régimes de chômage belges jugés trop "royaux" et au système de l'interruption de carrière. (Le Soir, 7.3.96) Les chômeurs seront sans aucun doute dans le collimateur lors de la "réforme" prochaine de la Sécurité sociale. (KM)

grève portait sur le rétablissement des conventions collectives que la direction ne voulait plus respecter, avec pour conséquences : flexibilité à outrance, diminution de l'assurance médicale privée, hausse du travail temporaire... L'organisation syndicale a perdu ce combat. Depuis la mi-janvier, 138 militants syndicaux ont été licenciés. Un délégué s'est suicidé par la suite.

Le bénéfice de Caterpillar est passé de 29 milliards de FB en 1994 à 34 milliards en 1995. Pour avoir triomphé de la grève

et permis d'accroître les profits de Caterpillar, le patron, Donald Fites, a vu son revenu augmenter de 75% par rapport à l'année précédente. Il gagne maintenant 93 millions de FB par an (1).

De même, Robert Allen est le patron d'AT&T, la plus grande multinationale des télécommunications. Celle-ci veut licencier 40.000 salariés dans le monde, après en avoir supprimé 125.000 sur quelque 425.000 les dix années passées. Robert Allen gagne 175 millions de FB par an. Et le conseil

d'administration vient de lui attribuer des actions d'AT&T (des parts de capital donc) pour une valeur de 330 millions de FB.

Et c'est pour enrichir encore plus ces capitalistes que les entreprises restructurent et qu'elles liquident l'emploi. C'est pour eux que les gouvernements offrent des cadeaux fiscaux aux riches et aux firmes et qu'ils démantèlent la Sécurité sociale et les services publics. Une honte !

(1) Business Week, 18 mars 1996, p. 35.

Louvain : Tobbback laisse parader les néo-nazis du NSV

Mais la gendarmerie matraque les antifascistes (167 antifascistes arrêtés)

Jeudi 7, Louvain était une ville assiégée. Pour protéger une manif d'étudiants néonazis (NSV), le bourgmestre Tobbback avait engagé 200 gendarmes et 90 policiers. Beaucoup d'antifascistes ont été matraqués jusqu'à perdre connaissance (167 arrestations). Pourtant, 2.000 antifascistes ont manifesté. Cinq fois plus que les néonazis.

Danny Vandenbroucke

Deux jours avant la manifestation de 'Leuven Fascisme Vrij' (Louvain sans fascisme), Tobbback scandalise tous les progressistes de Louvain en décrétant une interdiction de rassemblement pour les antifascistes. Pourtant, vers 19 heures, environ 500 personnes se rassemblent à proximité de la maison communale. Elles prennent la direction du restaurant universitaire, puis de la place Ladeuze où les fascistes se rassemblent. Très vite, le groupe se gonfle pour atteindre un millier de personnes. L'ambiance est très combative. "Vlaams Blok, fous le camp !" "NSV, déguerpis et emmène Tobbback", Plus loin, les manifestants voient

les militants du NSV arriver juste devant eux. La gendarmerie parvient encore tout juste à bloquer la rue. Elle occupe aussi le campus de Philo et Lettres, tout proche. Les manifestants antifascistes sont entièrement encerclés. Les charges commencent, des deux côtés. A la matraque, avec les autopompes et même avec les chevaux, à la fin. Au total, 167 personnes sont arrêtés, parfois très brutalement. Mais les antifascistes tiennent bon. Leur combativité reste intacte. De plus en plus clairement, la revendication se fait entendre : «Nous avons le droit de manifester !»

Les manifestants bombardent les gendarmes avec tout ce qui leur tombe sous la main. "Tobbback, démission !", "Gendarmerie, Gestapo" et "Dissolution de la



Deux mille antifascistes ont bravé le diktat de Tobbback-la-matraque.

gendarmerie !". Après plus de trois heures de lutte, une délégation de Louvain sans Fascisme négocie avec l'officier de gendarmerie. Elle obtient le droit de manifester jusqu'à l'hôtel de ville.

Pendant ce temps, se forment deux nouveaux groupes d'antifascistes, chacun d'environ 500 personnes. Ils suivent le NSV et entament des manoeuvres d'encerclement via les rues latérales. Finalement, ils rejoignent la grande manifestation en route vers l'hôtel de ville. Cris de joie : «Nous avons gagné !» Louvain sans Fascisme appelle à poursuivre la lutte contre le racisme et le fascisme, contre la répression scandaleuse et pour la manifestation d'Objectif, le 24 mars à Bruxelles.

Les actions de jeudi représentent une victoire importante pour le mouvement des antifascistes. Ils se sont rassemblés en masse. Belges

et immigrés, francophones et néerlandophones ont manifesté côte à côte. Les slogans étaient lancés dans les deux langues. Des syndicalistes, surtout FGFB, des assistants, des représentants d'Agalev dont la conseillère communale Carmen Morales, étaient présents. Tobbback a été contraint de raccourcir fortement la manifestation des fascistes. A cause des actions, le NSV a dû partir avec une heure de retard, sous solide escorte de la gendarmerie.

Les fascistes n'ont pu manifester que sous protection massive de la gendarmerie

Commentaire fréquent : «Que Tobbback autorise une manifestation du NSV, c'était déjà scanda-

leux, mais qu'il protège ainsi les fascistes et tente de briser les antifascistes, je ne l'aurais jamais pensé.» Le SP installe en paroles un "cordon sanitaire" autour du Vlaams Blok mais, en pratique, il organise, au propre comme au figuré, un "cordon de gendarmes" autour des fascistes pour les protéger.

Bon nombre d'antifascistes ont reçu des coups et ont été arrosés copieusement, mais le plus grand coup moral et politique, c'est Tobbback qui l'a reçu. En ouvrant ainsi la voie aux fascistes, il s'est avéré être un homme dangereux. D'abord, il a exécuté une grande partie du programme du Vlaams Blok en ce qui concerne les réfugiés et le renforcement de la police et de la gendarmerie. Maintenant, il fait intervenir cette même gendarmerie pour protéger la parade des fascistes du NSV.

Karel Moreels (19 ans) : frappé et matraqué pendant de longues minutes»

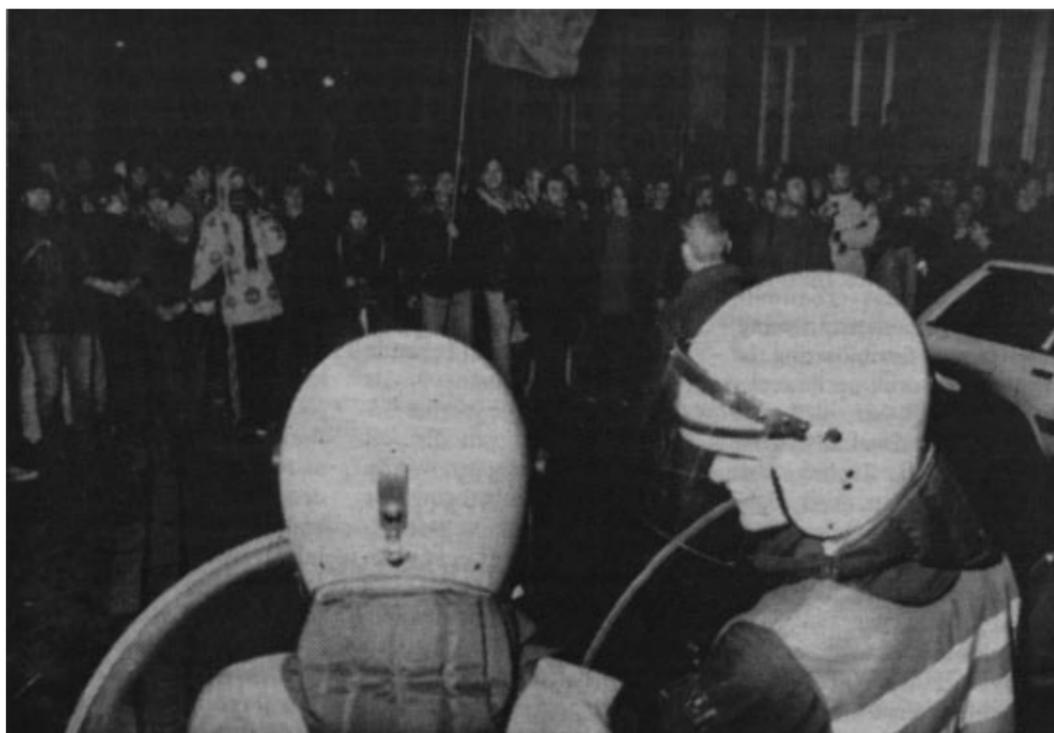


Karel Moreels, étudiant : «J'étais dans le grand groupe de manifestants. Soudain, nous avons été encerclés par des gendarmes avec canons à eau, chevaux, chiens et matraques. Pour leur faire face, nous nous tenions bras dessus bras dessous avec de nombreux autres que je ne connaissais pas. Soudain, j'ai lâché prise et quatre gendarmes m'ont empoigné. J'ai reçu des coups de matraque. J'ai essayé de me libérer. Ils m'ont saisi par les jambes. Je me suis débattu. Alors, pendant de longues minutes, j'ai essuyé une pluie de coups de pied, de poing, de matraque, de genou, de coude. Ils ont même demandé à leur chien de pisser sur moi. Pour me passer les menottes, ils m'ont maintenu ventre à terre, un genou dans mon dos. Parce que je ne voulais pas me relever, ils m'ont frappé la tête

plusieurs fois contre le combi. Tout cela a bien duré dix minutes. Puis ils m'ont embarqué. Ils m'ont traité de tous les noms, crapule, vandale, salaud, criminel.

J'avais la tête en sang. Ils m'ont accusé d'un tas de choses : jets de verre et de bâtons, coups et blessures à des policiers... Ils m'ont retenu jusque 2 h15. Douze heures après les faits, je suis allé chez le médecin qui a constaté une commotion cérébrale, des coupures sur le crâne, des contusions un peu partout.» Des témoignages de ce genre, il y en a des dizaines.

«Je suis fière de mon fils», nous a dit la mère de Karel. «Pour permettre aux fascistes de distiller leur poison dans la population, ils mettent en place une machine de mort qui s'en prend aux jeunes antifascistes.»



Un millier d'antifascistes étaient encerclés par la gendarmerie, un autre millier pourchassaient le NSV.

Liquidation «scientifique» de l'emploi à Clabecq

L'audit de Laplace Conseil prépare une fermeture en trois étapes

Les patrons font généralement appel aux sociétés d'audit pour présenter de manière «scientifique» les plans qu'ils ont eux-mêmes conçus au préalable. Le rapport de Laplace Conseil, commandé par la Région wallonne, programme ainsi le démantèlement de la sidérurgie wallonne et la mort des Forges.

Marco Van Hees

Au mois de novembre dernier, la Région wallonne décide de recourir à une expertise externe pour trouver un «remède» à la situation des Forges de Clabecq, au bord de la faillite. Le choix se porte sur la société française Laplace Conseil. Le consultant soumet les premiers éléments de son expertise le 24 janvier, puis présente un rapport intermédiaire, le 15 février. Intitulé «Préserver l'activité viable des Forges de Clabecq», il prévoit notamment 650 pertes d'emploi (sur 2.143) immédiatement...

Liquider l'outil et l'emploi, à Clabecq et ailleurs

Pour comprendre la portée de l'audit, il faut partir des plans de la Région wallonne pour la sidérurgie en général. Suite à la crise des années 70, une grande partie de la sidérurgie a été mise sous statut public. C'est l'Etat qui est chargé d'éponger les pertes, de liquider des milliers d'emplois et de supprimer bon nombre d'outils. Aujourd'hui, la Région wallonne (avec à sa tête le PS) projette de reprivatise l'usine phare du sud du pays : Cockerill Sambre.

Il est clair que, si la Région wallonne veut privatiser Cockerill Sambre, ce n'est pas pour reprendre les Forges de Clabecq à son compte. Seulement l'actionnaire privé, la famille Dessy, n'a plus de moyens suffisants pour relancer seule les Forges et aucun autre capitaliste n'est intéressé. En fidèles serviteurs des capitalistes,

les directions du PS et du PSC prennent donc en charge la fermeture des Forges, mais... Mais l'usine compte des travailleurs et syndicalistes parmi les plus combattifs du pays. Il faut donc manoeuvrer pour éviter le pire, surtout dans le contexte social actuel, particulièrement chaud : le déclenchement de la grève et l'occupation de l'usine.

C'est dans ce cadre que l'audit de Laplace propose un plan en deux phases. Première phase : «malgré les déficiences de la gestion précédente, il reste possible de préserver une activité industrielle aux Forges de Clabecq à condition que trois conditions essentielles soient réunies». Ces conditions sont une réduction importante des coûts de production, une réduction des effectifs de l'ordre de 650 personnes et une renégociation des dettes. Ainsi, en deux mois l'usine doit «faire ses preuves de partenaire crédible». Deuxième phase : «rechercher des alliances afin de mieux utiliser l'amont de l'usine». Et dans cette perspective, «l'intérêt d'un rapprochement avec Boël est multiple».

Briser progressivement la résistance des travailleurs

La nécessité de procéder par phases successives tient en ce que la fermeture immédiate de l'usine ou l'abandon d'outils provoquerait immédiatement la grève. Les deux phases du plan Laplace correspondent en fait à trois étapes pour briser progressivement la résistance des travailleurs.

Premièrement, on vise à faire tomber la position du maintien intégral des 2.143 emplois. Pour cela, on soumet une réduction de personnel (650 postes) qui n'exécède pas de beaucoup le nombre de prépensionnés (450) et qui permet de maintenir une usine intégrée. L'audit ouvre ainsi les portes à une négociation sur un volet social, brèche dans la résistance des travailleurs. Il apporterait des illusions sur la volonté du parti socialiste d'assurer la survie de l'entreprise. Il susciterait la division chez les travailleurs.

Deuxièmement, on veut faire tomber la position du maintien de l'usine intégrée. Pour cela, l'audit concentre ses attaques sur le laminoir : «l'entreprise vit dans le mythe de la spécificité de son laminoir». Cette attaque permet à Laplace de mettre en avant la synergie avec Boël : le haut



fourneau et l'aciérie de Clabecq produisent l'acier nécessaire à Boël, qui ferme son propre haut fourneau. L'intérêt est double : fermer le laminoir de Clabecq en présentant cette fermeture comme une solution durable pour les Forges; liquider le haut fourneau de La Louvière, étant entendu que la famille Boël mise aujourd'hui sur la filière électrique (un four électrique est déjà en activité). La synergie pourrait d'ailleurs englober encore la fermeture d'outils d'autres usines sidérurgiques.

Troisièmement, l'étape que Laplace n'évoque pas : la fermeture totale des Forges. Les deux premières phases ayant fortement réduit le nombre des travailleurs et brisé leur résistance, il devient possible de mener à terme le plan de la Région wallonne.

Le nationalisme wallon contre les travailleurs

Pour faire passer le projet de synergie, et donc l'abandon de l'usine intégrée, la société française Laplace exploite le nationalisme wallon, sous la dictée du PS. L'audit commence par la menace sidérurgique de l'Est : «les flux d'acier Est-Ouest n'attendent que la réouverture du Danube en Bosnie pour parvenir à Rotterdam». Le rapport poursuit : «face à cette menace, les grands groupes européens accélèrent leurs rassemblements et pourraient laisser la Wallonie en position de vulnérabilité». Ces grands groupes, Laplace en dénombre 6 et parmi eux, «le groupe 1 est particulièrement menaçant pour les Wallons». Ce groupe 1 est constitué des entreprises Hoogovens (Pays-Bas), Sidmar (Flandre), Arbed (Luxembourg) et Bremen (Allemagne); ce qui montre une Wallonie cernée de toutes parts. Le hic, c'est que ce groupe 1 est une pure invention de Laplace : il n'y a jamais eu le moindre

rapprochement entre Sidmar et Hoogovens...

Cette supercherie n'est que l'écho de la démagogie régionaliste de Robert Collignon (PS), le ministre-président de la Région wallonne. Pierre Lemercinier, président de la Société wallonne pour la Sidérurgie (SWS), s'appuie sur le rapport de Laplace Conseil pour affirmer que si nous «ne réagissons pas rapidement, il en sera fait de la sidérurgie wallonne dans les quinze années à venir» (1).

L'audit essaie donc d'introduire la division des travailleurs à plusieurs niveaux. D'abord il vise à opposer les travailleurs wallons aux travailleurs des autres régions. Ensuite il oppose les travailleurs sidérurgistes des différents bassins, car les synergies poussent chaque ouvrier à défendre les outils de «son» usine contre les autres. Enfin, il tente d'introduire la division au sein même des Forges de Clabecq, en avançant une diminution de personnel qui met les prépensionnés à l'ordre du jour. Le PTB défend une revendication qui s'oppose à toutes ces divisions : nationalisation sans indemnités de l'ensemble de la sidérurgie belge, avec maintien intégral de l'emploi et de l'outil.

La collaboration de classe

Alors qu'il est clair que les difficultés de Clabecq proviennent de la crise capitaliste qui touche l'ensemble de la sidérurgie, le rapport du consultant préfère faire porter la responsabilité à l'ancienne direction : «le système de désresponsabilisation en chaîne de tous les acteurs pendant 20 ans est la source des difficultés actuelles». Laplace Conseil s'appuie sur les rumeurs qui circulent à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine pour affirmer que «les syndicats [ont repris] la place laissée vide pour la gestion des hommes et imposent

progressivement leur agenda».

Le remède de Laplace ? La collaboration de classe : «chacun a besoin des autres pour assurer la pérennité de l'entreprise. L'actionnaire public indique le chemin à suivre. La direction met en oeuvre un plan d'économie drastique (...). Les syndicats retrouvent leur place d'interlocuteur de la direction et de défense de leurs adhérents».

Pour les délégués de Clabecq, le piège est clair : «ils nous demandent de collaborer nous-même au démantèlement de l'usine».

La direction des Forges prépare pour le 21 mars l'application de la première phase du plan Laplace. La lutte décisive sera de l'en empêcher, en défendant le maintien des 2.143 emplois et en refusant de se laisser entraîner dans la négociation d'un volet social.

Tous les sidérurgistes sont visés

Le consultant Laplace Conseil compare les entreprises wallonnes au groupe constitué de Sidmar, Arbed, Hoogovens et Bremen. Ce groupe est une invention de Laplace, mais la comparaison éclaire la tendance suivie en sidérurgie. Avec 7 hauts fourneaux les premiers produisent 7,5 millions de tonnes d'acier, alors que les seconds en produisent 16 millions (plus du double) avec seulement 6 hauts fourneaux. Cela donne une idée du nombre d'outils (et donc d'emplois) susceptibles d'être liquidés.

Les Forges de Clabecq sont donc loin d'être les seules visées par les restructurations à venir. La revendication du PTB - nationalisation sans indemnité de la sidérurgie belge - doit servir à unir tous les travailleurs du secteur pour la défense de l'outil et de l'emploi.

1. L'Echo, 28 février 1996.

Rêve brisé

25 ans de paix sociale brisés à Opel-Anvers. Le 11 mars, la grève a éclaté. Une colère longtemps contenue. Deux projets de convention avaient été rejetés à 78 % et 72 %. Les hésitations des permanentes syndicales avaient provoqué une grève-surprise. Du coup, la direction avait réduit la cadence : de 71 à 50 voitures, soit moins 30 % !

Au début, a dit un délégué, je croyais à l'accord de coopération, en vigueur depuis 1988. On obtenait de petites choses, comme des congés refusés par des chefs. Mais nous avons été roulés, nous sommes passés à la traîne sociale.»

Une multinationale liquide encore 500 emplois !

Les travailleurs d'Aleurope font appel à votre solidarité

Les 500 travailleurs d'Aleurope Ghlin, en faillite, se battent, depuis le 5 février, pour sauver un maximum d'emplois. L'usine d'emballage aluminium appartient à la puissante multinationale américaine Reynolds. La Région wallonne tente d'arrêter l'action ouvrière par tous les moyens.

Propos recueillis par Louis Derzé

Reynolds a mis en faillite Aleurope à Ghlin. Les travailleurs ont réagi en occupant l'usine. Mais maintenant des ouvriers terminent les commandes. Le travail a-t-il effectivement repris ?

Aldo D'Ignazio (délégué principal FGTB). Nullement. Les travailleurs refusaient de terminer les commandes. A l'instigation de la Région wallonne, la curatelle a obtenu des instances syndicales de pouvoir parler à l'assemblée du 1er mars. A une majorité de 57,3% des voix, celle-ci a accepté de mettre 75 travailleurs à la disposition de la curatelle durant douze jours. Les travailleurs repris se sont engagés à arrêter le travail à l'appel des délégations syndicales...

Pour justifier cette reprise partielle, la curatelle a comparé cette usine, qui peut produire 33.000 tonnes d'aluminium par an, à une friterie. Le fonds de commerce est en rapport avec la clientèle. Un repreneur donnerait plus pour une friterie très fréquentée, il serait donc dans l'intérêt de l'emploi de garder la confiance des clients.

Et vous êtes d'accord avec cela ?
Aldo D'Ignazio. Bien sûr que non. La faillite d'Aleurope a été planifiée dans les moindres détails par Reynolds. La multinationale américaine contrôle une partie du

marché du bauxite, le minerai qui sert à produire l'aluminium. En s'approvisionnant au prix du marché de Londres, Aleurope a réussi à transférer les fruits du travail des ouvriers de Ghlin vers la multinationale, grâce à une manipulation sur les prix. Le marché de l'aluminium n'est donc pas une friterie. C'est un marché contrôlé par des multinationales comme Reynolds. Ce n'est pas la production des commandes supplémentaires qui permettra de garder des clients.

Carl Dubernard (délégué FGTB). La curatelle et la Région wallonne ont insisté sur la reprise pour freiner nos actions. Les capitalistes sont des rapaces. M. Bon, le directeur hollandais arrivé il y a deux ans, a été envoyé pour démanteler l'entreprise. On ne tend pas la main à des rapaces. Le syndicat est là pour défendre l'emploi et les droits des travailleurs.

Comment espérez-vous gagner ?
Aldo D'Ignazio. Cette semaine, nous avons touché la première quinzaine du chômage. Les gens perdent de 30 à 35.000 francs par mois. Un tiers des ouvriers étaient déjà confrontés à des saisies sur salaires. Aujourd'hui c'est le drame. Ce besoin d'argent pour affronter les échéances facilite le chantage de la curatelle. Nous voulons maintenir la lutte



La délégation FGTB et Jo Cottenier, membre du Bureau politique du PTB, lors d'une visite de solidarité.

pour un maximum d'emplois. Nous n'acceptons pas la perte de 250 emplois comme certains veulent le faire croire.

Mais, pour gagner cette bataille, nous avons besoin d'un mouvement de solidarité. Si la lutte se durcit à nouveau, rien ne dit que les astreintes ne vont pas faire réapparition. Pour maintenir le droit de faire piquet dans ces conditions, il faudra une grande solidarité.

Carl Dubernard. Aujourd'hui nous comprenons mieux que notre solidarité n'a pas toujours été à la hauteur. Je pense notamment à Bell-Colfontaine qui a perdu une centaine d'emplois. L'organisation syndicale devrait renouer avec

les traditions de combat, sinon les travailleurs courent à leur perte.

Envoyez vos messages de solidarité à Aldo D'Ignazio (délégué

principal FGTB) et Christian Delepine (délégué principal CSC). c/o Aleurope, route de Wallonie, 144, 7011 Ghlin, Tél. 065/37.72.11

Le PTB revendique

Maintien des 500 emplois. Si aucun repreneur privé ne veut garantir l'emploi, l'Etat belge doit s'approprier le site d'Aleurope et exploiter l'usine en régie publique. Cette solution est de toute façon meilleur marché que la

subsidiation à raison de 10 millions de francs par emploi dans le cadre d'Objectif 1.

Reynolds doit rembourser toutes les aides publiques et les avantages fiscaux dont il a pu bénéficier.

Maaïke Seghers se bat pour être réintégrée

L'ex-déléguée CSC Sabena interviewée sur son prochain procès

Gertrude Bongaerts

Maaïke Seghers, ex-déléguée CSC Sabena, est assignée devant le tribunal correctionnel de Bruxelles le 18 mars. Pour les mêmes raisons qui l'ont fait licencier en juillet 1994 : un incident durant la grève de novembre 1993 contre le Plan global. Incident dû à une provocation de trois cadres qui filmaient le piquet de grève. Solidaire l'interviewe...

Comment est-il possible que vous soyez convoquée au tribunal correctionnel ? Une affaire syndicale relève du tribunal du travail !

Maaïke Seghers. La direction a lancé deux fois la procédure de licenciement pour raison urgente suite à un incident au piquet de grève. La deuxième procédure a

été accompagné d'une plainte avec constitution de partie civile de la Sabena pour faux en écriture contre un témoin en ma faveur. A partir de ce moment, il était clair que mon travail syndical est criminalisé. Le juge du tribunal du travail ne s'est pas prononcé sur le licenciement, parce que Sabena avait introduit cette plainte. Il a renvoyé la plainte au tribunal correctionnel.

Le 18 mars à 8 h 45, je suis convoquée comme une criminelle. Ces derniers temps, de plus en plus de patrons assignent des syndicalistes devant le tribunal correctionnel dans le but de criminaliser le travail syndical.

Vous avez travaillé au Catering, qui prépare les repas pour les passagers. Ce département risque d'être vendu à Gate Gour-

met, filiale de Swissair. Votre licenciement servirait-il à cela ?

Maaïke Seghers. C'est sûr. La privatisation de Sabena a provoqué la plus importante attaque contre les travailleurs. Nous nous battons depuis dix ans déjà contre la vente du Catering à l'extérieur. En 1983 déjà, le Catering a fait grève trois jours pour empêcher la vente au secteur horeca. Aujourd'hui, le Catering serait vendu à la filiale de Swissair. Mais les délégués et les travailleurs s'en tiennent avec détermination aux revendications et ont empêché la vente grâce à la lutte des derniers mois, et j'en suis fière.

Déléguée, je barrais la route aux plans de privatisation et de restrictions de la direction. Voilà pourquoi j'ai été licenciée injustement. Ma place est plus que jamais aux côtés des travailleurs. La lutte

unanime de tous les départements - y compris les pilotes - a causé le départ de l'équipe Godfroid. La bataille contre le plan d'entreprise avec les deux milliards de modérations continuera. Pour ces 9.500 travailleurs, il faut une seule Sabena, sous un seul comité paritaire et avec un seul statut de personnel.

Vous exigez votre réintégration ?

Maaïke Seghers. Oui. Godfroid et son équipe antisyndicale ont dû partir. Maintenant, leur plan anti-travailleurs doit être retiré. La nouvelle direction doit donner un signal clair : 1. Elle doit rétablir inconditionnellement toutes les conventions collectives. 2. Elle doit annuler immédiatement toutes les plaintes et procès en cours contre des syndicalistes. 3. Elle doit réhabiliter feu Jean-Paul Marin

suspendu comme délégué syndical en février 1993. Il avait osé à juste titre dénoncer les sympathies de certains membres de la direction pour l'extrême droite. Elle doit me réintégrer au Catering. 4. Elle doit annuler toutes les poursuites contre des délégués et des travailleurs. D'autres poursuites menacent les travailleurs suite à la manifestation nationale à l'aéroport le 20 décembre. Cela ne peut pas passer, les événements de cette journée sont de l'entière responsabilité de l'ancienne direction. S'il y a 25 millions disponibles pour remercier Godfroid pour services rendus, alors il y a également assez d'argent pour réparer les dégâts au bâtiment de l'aéroport.

Soutenez Maaïke Seghers au tribunal ! Lundi 18 mars à 8 h 45 au Palais de justice à Bruxelles

CMI : arrogance sans précédent !

Grève au finish avec occupation contre le plan Levaux

Après des mois de négociations, après une assemblée de plus de quatre heures, 70% des ouvriers de CMI ont rejeté par vote secret le nouveau plan de restructuration : «Chaque mesure de ce plan est imbuvable». Ils rejettent aussi le chantage à la fermeture...

Félix Amont

Arrogance patronale sans précédent à CMI : licenciements, hold-up de 75 millions sur la Sécurité sociale, baisse des salaires augmentation de la productivité.

En fait, CMI n'échappe pas à l'attaque généralisée du patronat. Levaux, le nouveau directeur, estime que le coût salarial est trop élevé de 27 % par rapport à la moyenne nationale, il veut le ramener à cette moyenne en l'an 2000! Il attaque la prime de fin d'année et les salaires. Pour faire avaler la pilule il rend l'équivalent du salaire perdu en net avec des chèques repas. Coût annuel pour la Sécu : 75 millions. Il veut reconverter l'index en épargne pension, revoir la grille salariale vers le bas et abaisser le salaire d'embauche des jeunes à 80 % du salaire minimum de la fonction. A CMI, il y aurait donc un triple blocage des salaires.

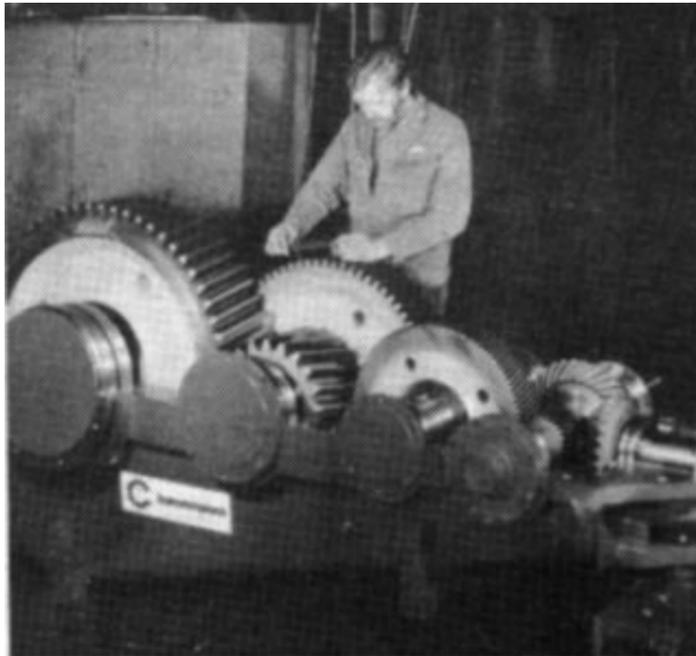
Le vol de la Sécu est rebaptisé «ingénierie fiscale», la diminution de salaire est qualifiée «incorporation d'un montant négatif», la suppression de la prime de chantier et du sursalaire pour

travail du samedi s'intitule : «Changement des modalités de paiements» ! On n'arrête pas le progrès ! Pour couronner le tout, la direction exige le licenciement de 21 ouvriers et le départ en prépension obligatoire de deux autres.

Levau ou comment vous exploiter vous-même

Levau veut réintroduire le travail du samedi obligatoire, le chômage à la carte, introduire des firmes intérimaires en cas de surcroît de travail et mettre en congé anticipativement quand l'activité baisse. Il veut également une augmentation de 30 % de la productivité, en transformant les contremaîtres en gardes chiourme et il promet des investissements.

Maître en sémantique, il a trouvé une nouvelle formule pour baptiser la participation des travailleurs à leur exploitation. A CMI, cela s'appellera : "Participation à la démarche efficacité processus du personnel". Selon Levau, «une



Le patronat veut réduire le coût salarial CMI de 27 %.

non-participation équivaut à un manquement grave dans le travail» justifiant le licenciement ! On peut deviner le sort qui sera réservé à celui qui refusera de venir un samedi.

La direction promet de stabiliser l'emploi au niveau actuel : 545, 500, ou 560. Elle cite les trois chiffres (en réalité, l'effectif actuel est de 674). Elle commence par exiger le licenciement de 21 ouvriers dont «le comportement est jugé nettement insuffisant» et le départ forcé

de deux ouvriers en âge d'être prépensionné (52 ans). Vingt autres ouvriers sont en sursis !

Pendant cinq ans, Levau veut également pouvoir licencier à son aise les nouveaux embauchés. Ce n'est un secret pour personne, les ouvriers visés par le bannissement sont précisément des "fortes têtes" dont deux anciens délégués. Si on n'accepte pas son plan, Levau menace de licencier trois cents personnes et de fermer à terme. Jeudi dernier, une copie du texte du plan a été distribuée aux

ouvriers. Le lendemain, au cours d'une assemblée de quatre heures, dix ouvriers sont montés à la tribune, texte en main, et ont exprimé leur refus total du plan. Déclarations largement applaudies. Et le vote à bulletin secret a rendu son verdict : 70% de rejet total du plan de restructuration, dans toutes ses composantes.

Une assemblée qui constitue une victoire de la démocratie syndicale

La grève immédiate avec occupation des locaux a été décrétée. Piquets immédiatement installés, employés et cadres expulsés des bureaux. Occupation jour et nuit, les ouvriers se relayant au piquet en trois poses.

Reste à consolider le mouvement par une revendication offensive : 32 heures sans perte de salaire ni augmentation des cadences. C'est la seule manière de répondre à Levau et à sa proposition démagogique de remplacer les licenciés par des jeunes.

La conscience des ouvriers s'élève dans la lutte. De plus en plus, ils se rendent compte qu'il n'y a pas d'avenir dans le système capitaliste. De plus en plus d'ouvriers veulent changer le système et parlent de socialisme. Pour trouver et diffuser une alternative, la place des ces ouvriers est au PTB.

Fabrimétal veut diminuer les salaires liégeois de 17 %

Des grévistes de Balteau attaqués au Karscher !

Hans Krammisch

C'est à l'hôtel Campanile en banlieue liégeoise que la direction de l'entreprise Balteau a établi son quartier de campagne. En effet, l'usine est occupée jour et nuit par les travailleurs. C'est là que les directeurs belges se concertent avec la direction française de la multinationale GEC-Alsthom, dont dépend l'usine de Beyne-Heusy. C'est là qu'ils ont rédigé la lettre de menaces aux travailleurs. Tous sont équipés de GSM personnels, la ligne de fax de l'usine étant déviée vers l'hôtel. Et

ils se font gêner, aux frais de l'entreprise, par le gérant français de Campanile.

Mais l'engagement du gérant en faveur du patronat ne s'arrête pas là. Lorsque une délégation des grévistes fait une visite surprise au Campanile, le gérant les asperge au Karscher!

L'incident illustre bien l'arrogance de la direction de Balteau. Comportement qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie de Fabrimétal, organisation patronale des fabrications métalliques. Fabrimé-

tal veut diminuer de 17 % les salaires en région liégeoise et en même temps supprimer des centaines d'emplois. Les entreprises Kone, Def, Métal-Profil ont déjà été frappées. Actuellement, Balteau, CMI et la FN sont dans le collimateur. Et Fabrimétal voudrait imposer ces restructurations avant le 31 mars ! Car, après cette date, le gouvernement s'attaquera de nouveau aux travailleurs du privé : suppressions d'index, nouveaux sacrifices pour la compétitivité des entreprises...

En plus de la visite du Campanile,

les grévistes de Balteau ont également organisé des manifestations régionales. Ils ont fait un rassemblement devant le siège de Fabrimétal. Et ils sont déjà venus apporter, en front commun FG TB-CSC, leur solidarité au piquet de CMI, également occupée !

Mobiliser tout le bassin liégeois pour l'emploi

Face aux différents plan de restructuration, le PTB revendique le maintien inconditionnel de

l'emploi. Prépensions et départs volontaires avec primes signifient destruction de l'emploi et chômage pour les jeunes. Aucun plan de redressement ne donne la moindre garantie aux travailleurs. Vu l'indignation d'une grande partie des travailleurs du bassin liégeois, avec Balteau et CMI occupés, la situation est particulièrement favorable pour forcer une victoire contre Fabrimétal, une victoire pour le maintien de l'emploi !

Visites de solidarité : contactez le réfectoire de Balteau au 041-55. 84. 04.

Poste : la bombe à retardement des pensions

Ralf Decock

A la Poste de Liège, la CGSP a déposé un préavis de grève à partir du 15 mars pour couvrir les actions de militants inquiets quant au financement des pensions. Mercredi dernier, Louvain 1 a fait grève pour exiger des embauches.

Mêmes préoccupations au bureau de la CGSP. Selon son secrétaire Balland, «la Poste paie aujourd'hui plus ou moins 4,5 milliards pour les pensions. Dans

dix ans, ce montant aura doublé. En 2010, il sera de 17 milliards. Il faut que l'Etat fédéral assure ses responsabilités.» (1)

La cause ? L'offensive de privatisation de la Commission Européenne. Les patrons européens veulent liquider les subsides d'Etat à la Poste, supprimer son monopole et la morceler en "business units", faciles à brader. Pour y préparer la Poste, un contrat de gestion a été signé en 1992 : l'Etat refuse d'assumer la charge des

pensions.

L'Etat a supprimé le financement commun des pensions pour la Poste, la SNCB, les télécommunications et la navigation aérienne. Il a confié à chaque secteur le soin de créer lui-même un fonds de pension sur ses propres bénéfices. Cela renforce la division, l'idée de "faire du bénéfice dans son propre secteur". A l'avenir, ces fonds de pension seront sans doute encore plus divisés et privatisés.

Mais rappelez-vous le fonds des

pensions du magnat de la presse Maxwell : faillite pour cause de fraude. Pour éviter ce désastre, il faut exiger le retour au financement commun des pensions de tous les services publics. La loi du 21 mars 91, organisant les entreprises publiques dans un régime d'autonomie, doit être abolie. C'est une composante importante de la lutte pour des services publics convenables et bon marché, avec des statuts convenables, payés par l'Etat. Lequel doit puiser l'argent

dans les bénéfices des entreprises privées et les grandes fortunes.

Sinon, les moyens d'un fonds de pension distinct ne peuvent provenir que d'un écrémage des frais du personnel, déjà mis à dure épreuve. A Liège, la direction de la Poste a promis de recruter dix agents pour les bureaux en difficulté : Hannut, Seraing, Saint Nicolas, Ougrée et Grivegnée. Une grève n'est pas à exclure.

(1) Interview RTBf, 2.3.96.

L'Autorité palestinienne est aujourd'hui un instrument d'Israël

Hilde Meesters

Le processus de paix au Moyen-Orient est gravement menacé, commentent la majorité des médias après l'attentat meurtrier perpétré par le Hamas. En réalité, pour les Palestiniens, il n'a jamais été question de paix, de droit à l'autodétermination ou d'indépendance. L'Etat sioniste d'Israël récolte ce qu'il a semé en poussant des gens à commettre des actes de désespoir, pensant que c'est la seule façon de sauver la cause palestinienne.

Après les quatre attentats-suicide, qui ont fait perdre la vie à plus de soixante civils israéliens, la prétendue autonomie de l'Autorité palestinienne a été liquidée. «Les accords signés ne nous interdisent pas la légitime défense, a déclaré le premier ministre israélien Pères. Nous agissons partout où nous le devons, nous irons dans tous les coins où ce terrorisme suicidaire a pris racine.» Yasser Arafat a reçu la visite du chef des forces israéliennes de répression, qui lui a donné l'ordre d'arrêter tous les dirigeants du Hamas. La police palesti-

nienne a arrêté en une semaine plus de 400 activistes du Hamas. «Il est clair maintenant que les accords d'Oslo définissent les autorités palestiniennes comme un instrument pour garantir la sécurité de l'Etat israélien. C'est une contrainte pour Arafat», a déclaré de Jérusalem le docteur Jadallah, à Léa Mathy (1) Il ajoute : «Israël a déclaré la guerre contre Hamas. En réalité, c'est une guerre contre le peuple. Arafat va se réfugier derrière cette déclaration de guerre pour supprimer la liberté d'opinion et plus tard les partis politiques.

D'abord, il déclare toutes les fractions militaires illégales (y compris les Faucons rouges, la branche armée du Fatah, son propre mouvement, ndlr). Puis, ce seront les partis politiques.»

La peur d'une nouvelle Intifadah

«Ce que nous vivons aujourd'hui dans les territoires palestiniens "autonomes" ne diffère en rien de la répression israélienne durant l'Intifadah. Nous nous trouvons à nouveau en territoire occupé», constate

l'économiste palestinien Adel Samara contacté par téléphone. Grande différence par rapport à la période de l'Intifadah : les troupes israéliennes peuvent maintenant s'appuyer sur les forces de police de 30.000 hommes d'Arafat. Durant le soulèvement palestinien au contraire, l'occupation israélienne était combattue par une direction palestinienne unifiée.

«L'énorme déploiement de forces d'Israël, la réaction de panique et le soutien immédiat affirmé par les États-Unis, prouvent qu'Israël reste très vulnérable. Et toujours totalement dépendant des États-Unis», poursuit Adel Samara. Pères concède d'ailleurs que son souci principal est d'éviter un nouveau soulèvement populaire : «Je ne veux pas qu'Israël ait à faire face à une nouvelle Intifadah» (2). C'est à cela que pourrait effectivement mener la dramatique situation politique et économique du peuple palestinien. Mais sans direction révolutionnaire, les masses sont désarmées contre la terreur d'Etat israélienne et l'Autorité palestinienne qui y collabore. Depuis sa fondation en 1964, l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) a été dirigée par la bourgeoisie nationale autour d'Arafat. Ce front uni a mené une réelle politique anti-impérialiste durant des années. Mais après la guerre du Golfe, Arafat a capitulé devant la pression américai-

Walid Salem au Centre International

Walid Salem, chercheur palestinien réputé de Jérusalem-Ouest, a connu plusieurs fois la prison, comme membre présumé du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP). Il parlera le vendredi 29 mars 1996, lors de la "Journée de la Terre", à 20 h, au Centre International, boulevard Lemonnier 171, à Bruxelles. Il analyse "l'autonomie" de certains territoires palestiniens dans la revue espagnole "Nacion Arabe" (1) : «Arafat dessine lui-même une nouvelle carte politique locale. Neuf nouveaux groupes et organisations, soutenant le processus de paix, doivent

évincer les organisations de gauche. Arafat a promis à l'Internationale Socialiste de fonder un parti socialiste palestinien. Ces organisations sont parfaitement légales. La gauche actuelle — le FPLP, le FDLP (Front Démocratique pour la Libération de la Palestine) et l'opposition à l'intérieur du Fatah (le parti d'Arafat) — essaie de s'unifier. Mais il reste encore bien des divergences sur le programme et les moyens d'action. Il est logique que le peuple prenne lui-même des initiatives, déçu par les organisations de gauche. Mais cela entraîne des risques. Sans direction politique, sans organisation de la clandestini-

rité, la population est démunie devant la répression. Le danger principal serait de se limiter à une lutte réformiste et de laisser tomber le combat politique : pour le droit du peuple palestinien à un Etat, le droit au retour des exilés et à l'autodétermination. Bien sûr, la lutte contre les expropriations et les nouvelles implantations est aussi importante, car cela montre qu'il n'est pas question pour les Palestiniens de "droit de résidence", mais cette lutte doit aller de pair avec une lutte politique spécifique, qui n'a pas cours aujourd'hui.»

1. Hiver 1995-96.

La fin des illus



La terreur israélienne contre la population civile : 1383 maisons ont été dynamisées

ne et abandonné l'Intifadah pour adopter la voie des négociations. Pour les États-Unis et Israël, c'était de loin le meilleur moyen de renforcer leur contrôle sur le Moyen-Orient.

Les masses palestiniennes ont besoin d'un nouveau front uni pour l'indépen-

dance et la démocratie. Un front qui ne soit pas mené par la bourgeoisie palestinienne mais par les forces politiques qui représentent les ouvriers et les paysans.

1. Léa Mathy travaille en Palestine pour Médecine pour le Tiers Monde. 2. Le Monde, 6 mars 1996.

Hamas : financé par l'Arabie Saoudite, utilisé par Israël

Lucas Catherine

Hamas est une section des Frères Musulmans, la plus ancienne organisation fondamentaliste, créée en 1928 en Egypte. Les Frères Musulmans n'étaient pas toujours intéressés par la lutte contre Israël. En 1967, Cheikh Yassin, futur fondateur de Hamas, refusait de former un front avec l'OLP contre l'occupant. Selon lui, l'occupation de Gaza était, en effet, un châtimeur de Dieu à l'égard de Nasser, qui poursuivait les Frères Musulmans. La tâche de ceux-ci consistait à lutter contre l'ennemi intérieur, qu'étaient les nationalistes, les socialistes et les

communistes, et de "former une nouvelle génération de vrais musulmans". Leur terrain de travail se trouvait dans les mosquées, les écoles coraniques et les associations sociales. Pour ce "travail social", ils reçoivent du soutien de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite et d'Israël. Le général Segev, qui était le gouverneur militaire de Gaza, dit à ce propos : «Nous avons offert un peu de soutien financier. Nous avons soutenu des mosquées et des écoles dans le but de développer une opposition aux forces de gauche qui soutenaient l'OLP». Dans les années 70, la force

d'attraction des fondamentalistes n'était pas grande. La jeunesse voulait devenir fedayin dans Al Fatah ou dans deux organisations marxistes, le Front populaire et le Front démocratique. Pendant que des résistants palestiniens étaient torturés dans les prisons et que la répression israélienne sévissait impitoyablement, les fondamentalistes se tenaient à l'écart.

Les années 80 ont été caractérisées par de violentes confrontations entre les fondamentalistes et les nationalistes. Ainsi, le 7 janvier 1980, des partisans du Cheikh Yassin envahirent le siège du Croissant rouge

palestinien et y saccagèrent tout, parce que cette organisation était dirigée par le communiste Abdel Shafi. C'était le premier de toute une série d'incidents semblables.

Hamas rejoint l'Intifadah... après neuf mois

Le 9 décembre 1987 éclata l'Intifadah. Après beaucoup d'hésitations, les Frères Musulmans décidèrent d'y participer. Pour ne pas compromettre l'organisation, au cas où le soulèvement échouerait, ils participèrent par l'intermédiaire d'une organisation de

couverture : Hamas, le "mouvement des forces islamistes". Lorsque l'Intifada devint un succès, Hamas publia, neuf mois plus tard, son programme politique. On n'y trouvait pas un mot sur Israël ou sur l'impérialisme américain. L'ennemi, ce sont "les juifs". L'objectif était de créer un Etat islamique en Palestine. En 1993, Hamas se déclara opposé aux accords d'Oslo, exprimant ainsi l'avis de beaucoup de Palestiniens. Grâce au soutien financier de l'Arabie Saoudite notamment, les Frères Musulmans purent mettre sur pied et financer une infrastructure sociale et des bourses d'étude. Ils organisèrent des

marchés alternatifs où on vendait du sucre et de la viande de mouton à des prix abordables. Cette mouvance "islamiste", construite sous l'oeil bienveillant de l'occupant israélien, constituait, à côté de la protestation politique, l'épine dorsale de leur pénétration chez les Palestiniens. Arafat a déclaré qu'il voulait reprendre la structure religieuse et sociale de Hamas. Qu'il y parvienne, cela reste à voir. Il est encore moins certain que les Saoudiens suspendront leur aide financière. Ils l'utiliseront plutôt pour forcer Hamas à la table de négociation, du moins si leurs maîtres américains le leur demandent.

Effusions sur la paix



ont été dynamitées dans les quelques mois qui ont suivi le début de l'Intifadah.

Fax urgent des territoires occupés

De notre correspondante en Palestine

Carine Vermont

La plupart des Palestiniens ne soutiennent pas les attentats, mais en même temps, ils nous rappellent les cinquante années de terreur contre la population palestinienne. «Aujourd'hui, le gouvernement français organise une marche de solidarité avec les victimes israéliennes, explique un Palestinien de Gaza. Mais nous, nous attendons depuis 1982 une marche de solidarité avec les victimes de la "boucherie" israélienne à Chatilla, à Beyrouth. Où était l'indignation internationale en 1948, quand ma famille a tout perdu et est devenue réfugiée dans son propre pays ?»

Le président israélien Weizmann a déclaré le 6 mars : «Si on cherche une aiguille dans une botte de foin et qu'on ne parvient pas à la trouver, mieux vaut mettre le feu à la botte de foin.»

C'est ce qui se passe actuellement en Palestine. Depuis le dernier attentat à Tel Aviv, le 4 mars, Gaza et la Cisjordanie sont hermétiquement fermés par l'armée israélienne. A Gaza, la situation se détériore chaque jour. Les premiers symptômes de pénurie alimentaire se manifestent. Un million de personnes, entassées sur 300 km², sont prises au piège. Cette petite bande de terre, où 15 % des enfants souffrent de malnutrition, est complètement encerclée par Israël. Israël reçoit chaque année trois milliards de dollars d'aide américaine, sans compter l'aide financière d'Europe, les traités commerciaux, le soutien militaire, etc.

Après l'attentat à Tel Aviv, la population palestinienne s'attendait à une invasion de l'armée israélienne. L'angoisse est visible. Les rues sont désertes. Le même jour, les Palestiniens ont com-

mencé à constituer des réserves alimentaires. Depuis le 5 mars, il n'y a plus de blé. Gaza est devenu totalement dépendant du marché israélien pour les produits de première nécessité : blé, lait en poudre, thé... Et maintenant, la frontière est fermée. Depuis le premier attentat, 12.000 travailleurs palestiniens ne peuvent plus se rendre à leur travail en Israël.

Gaza dépend aussi d'Israël au niveau médical. Une centaine de patients atteints du cancer ne reçoivent plus de traitement (chimiothérapie). Même les médicaments sont arrêtés au poste de frontière. Plus personne ne peut quitter Gaza pour se faire soigner.

Israël interdit même l'accès de Gaza aux ONG étrangères, invoquant l'argument «que l'on dispose de preuves qu'une organisation internationale est impliquée dans les attentats».

Depuis le 5 mars, toutes les villes palestiniennes sont encerclées par des postes de contrôle israéliens. Les Palestiniens arrêtés par des Israéliens, en dehors de leur ville ou village, sont emprisonnés pour un an, et frappés d'une forte amende. Le 7 mars, cette mesure a été assouplie, et le couvre-feu limité à la nuit. Ainsi, les gens peuvent au moins aller acheter de la nourriture.

Si l'identité d'un commando-suicide est connue, les Israéliens dynamitent la maison de sa famille, son village ou le camp est mis sous couvre-feu, l'électricité coupée. Des membres de sa famille et d'autres "suspects" sont arrêtés. Comme au camp Fawwar, au sud d'Hébron, d'où venaient deux des commandos-suicide. Les chars israéliens ont encerclé Ramallah. Ils sont prêts à nous envahir. La vue de ces chars m'a donné le frisson.

Il y a émotion et émotion

La cruauté des récents attentats s'étale dans tous les médias. La plupart des Palestiniens ne sont pas partisans d'attentats contre des civils, mais ils se demandent qui s'est soucié des victimes cent fois plus nombreuses de la terreur israélienne. Israël a été fondée par la terreur contre la population civile. En 1948, un commando, dirigé par Menahem Begin, a assassiné plus de 400 hommes, femmes et enfants, dans le village de Deir Yassine. Cet exemple devait servir à affaiblir la résistance populaire face à la politique de colonisation. Plus de 30.000 personnes périrent lors de l'invasion du Liban par Israël en 1982. Pendant l'Intifadah, le soulèvement populaire qui débuta en 1987, Israël assassina plus de 3.000 Palestiniens, dont des centaines d'enfants, et pas moins de 30.000 Palestiniens furent

emprisonnés, dont deux tiers d'enfants de moins de 18 ans. Aujourd'hui encore, Israël reste un État terroriste. Il y a toujours 3.000 prisonniers politiques dans les prisons israéliennes, dont 150 enfants. La torture reste autorisée par la loi. Ces derniers mois, Israël a bombardé le Sud-Liban à plusieurs reprises, tuant à chaque fois des dizaines de civils.

La terreur d'Israël, État colonial, est la cause fondamentale de toutes les effusions de sang en Palestine. Les attentats terroristes sont un geste de désespoir contre la trahison d'Arafat envers les droits nationaux du peuple palestinien. Hamas est en réalité une organisation de droite, fondamentaliste et pro-impérialiste qui éloigne encore davantage la question de la libération du peuple palestinien.

Le mensonge de l'autonomie

Les prétendus "accords de paix" ne rencontrent pas aucune des légitimes revendications du peuple palestinien :

- Pas d'État indépendant, ni souveraineté

Seul 3 % du territoire de Cisjordanie et de Gaza est placé complètement sous autorité palestinienne, soit six villes. 450 villages sont partiellement sous contrôle palestinien, mais restent entièrement dominés par Israël pour les questions de sécurité. Dans le reste de Gaza et de la Cisjordanie (70 % des territoires occupés) Israël reste le maître absolu.

La colonisation de la Cisjordanie et de Gaza se poursuit à grande vitesse. Rien qu'en 1995, 6.000 nouvelles habitations israéliennes ont été cons-

truites en Cisjordanie. Entre septembre 1993 et septembre 1995, Israël a confisqué 39.000 hectares de terre palestinienne. Avec l'établissement d'un réseau de routes entre les diverses colonies juives, le territoire "palestinien" est réduit à une série d'îlots-prisons, entièrement encerclés par les Israéliens, fermement décidés à rester.

- Aucune solution n'a été envisagée à la question des réfugiés palestiniens (2/3 de la population palestinienne est dispersée au Moyen-Orient, notamment au Liban), au statut de Jérusalem, aux colonisations israéliennes, le contrôle de l'eau... Et les négociations sur ces questions cruciales sont suspendues pour un délai indéterminé.

Situation économique dramatique

Sur le plan économique, seul Israël récolte les fruits des accords : elle a reçu en 1995, 1,5 milliards de dollars d'investissements directs. Les territoires palestiniens sont totalement dépendants d'Israël et des dons occidentaux pour leur développement. Sur les 440 millions de dollars reçus par l'Autorité palestinienne, 228 ont été consacrés aux salaires et frais des policiers et fonctionnaires palestiniens. Les travaux d'infrastructure (conduites d'eau, routes...) ne se font pas. Le chômage à Gaza

atteint 55 % de la population active. L'emploi des Palestiniens en Israël est aujourd'hui en chute libre.

- La situation économique s'est sévèrement dégradée. Léa Mathy nous apprend : «Les prix des produits de première nécessité ont plus que triplé, le prix de l'essence augmente régulièrement. Les vêtements importés d'Europe et d'Israël sont vendus à des prix inaccessibles. La production locale est faible et de mauvaise qualité. Toute l'importation de tissus est sous contrôle israélien.»

EN BREF

Russie

Les mérites de Staline suscitent la nostalgie

Le niveau de vie ne cesse de décroître en ex-URSS, et de plus en plus de gens ont la nostalgie des acquis du socialisme et de la période de Staline.

Le Parti Communiste de Ziouganov est connu pour ses positions opportunistes. Pourtant, un de ses dirigeants, Yur Belov, a déclaré le 6 mars à l'International Herald Tribune : «On raconte que le stalinisme, c'était la répression de masse. Le fait est que Staline, durant les trente années où il dirigea le Parti Communiste, a fait passer l'Union soviétique de la charrue en bois à l'ère atomique. Staline a tiré notre industrie de la préhistoire et nous a mis ainsi en état de vaincre le fascisme».

Népal

Révolte paysanne sous direction des marxistes-léninistes

Le Népal est un des pays les plus pauvres du monde. Depuis quelques mois, on trouve dans ses montagnes non seulement des alpinistes, mais aussi des guérilleros.

En novembre 95, le Parti communiste népalais maoïste, lié au Front Uni du Peuple (UPF), a entamé une campagne contre le terrorisme d'Etat, les propriétaires compradores (vendus à l'étranger) et la bureaucratie féodale. Leurs attaques ont déclenché une opération policière dans le district de Rolpa. Des centaines de paysans et même d'enfants ont été arrêtés et torturés.

Les districts à l'ouest du Népal, où règne la misère sociale et économique, sont dominés par les hautes castes indo-népalaises, des propriétaires absents ou des fonctionnaires du gouvernement central. Baburam Bhattari, le dirigeant de l'UPF, appelle au renversement de l'Etat pour établir la démocratie, sur base du marxisme-léninisme et du maoïsme. Au Népal, où le mouvement communiste est très étendu, opèrent six partis marxistes-léninistes différents. (Le Monde, 1.3.96)

Rwanda

Des extrémistes hutus attaquent la population zairoise

Depuis quelques semaines, des milliers d'extrémistes hutus ont quitté les camps de réfugiés au Zaïre en direction de la région montagneuse de Masisi. Là, des Hutu et Tutsi, venus il y a des décennies du Rwanda, cohabitent avec la population locale hunde. Les milices hutues y pratiquent des attentats terroristes qui ont pour conséquence de chasser la population tutsi et hunde.

Selon un témoin oculaire belge, «les combattants hutu ont des armes, de l'équipement et, les Tutsi étant partis, ils s'en prennent aux populations locales, les Hunde. L'hôpital de Masisi a été attaqué C'est comme si un Hutuland était en création sur le fertile plateau de Masisi. Un Hutuland où un jour, tout le monde, avec reconnaissance, votera pour Mobutu». (Le Soir, 8.3.96)



Au 1er Mai (photo : 1995), des communistes du monde entier ont l'occasion d'échanger leurs expériences...

Où en sont les communistes ?

Conférence de Ludo Martens le 22 mars

Où en est, où va le mouvement communiste international ? Une conférence de Ludo Martens, le 22 mars au CIC, fera le point...

Dirk Van Duppen

Le marxisme a survécu à la plus grande vague anticommuniste depuis sa naissance. Cinq ans après la chute du mur de Berlin, les partis marxistes-léninistes du monde entier sont les seuls à présenter une alternative et un avenir à l'humanité opprimée. L'occasion de faire le point. Vendredi 22 mars, Ludo Martens, président du Parti du Travail de Belgique, parlera, au Centre international, de la situation actuelle du mouvement communiste international. Il brossera les principales perspectives. Son exposé s'appuiera sur le texte "Proposition pour l'unification du mouve-

ment communiste international". Texte discuté lors d'une assemblée en mai 1995, par des représentants de soixante organisations marxistes-léninistes. Chaque année, le 1er mai du PTB accueille bon nombre d'invités étrangers. C'est l'occasion de débattre des expériences récentes du mouvement communiste international. Cette activité serait impossible si des dizaines de sympathisants n'accueillaient chez eux ces invités. Une sympathisante en explique l'intérêt : «Lorsqu'Ernesto, du Parti Communiste du Brésil, était chez nous, il nous a raconté comment fonctionnait le capitalisme au Brésil et dans quelles conditions les commu-

nistes devaient faire de la politique. Pour nous, c'était une occasion unique de mieux comprendre la réalité du tiers monde».

Accueillir des hôtes du monde entier coûte cher. Cette année, des invités viendront d'Inde et du Zimbabwe, du Népal et de Syrie, de Russie et de Colombie, du Japon, de Tchèque, d'Afrique du Sud, du Rwanda, etc. Le coût total est estimé à 350.000 F. Aidez-nous, versez au compte 001-0384807-84 de l'asbl Solidarité Internationale. Mention "Voyage 1er mai".

Voulez-vous aussi héberger un hôte étranger ? Écrivez à Leen Swinnen, secrétariat 1er mai, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

La conférence de Ludo Martens : 22 mars, 20 h, Centre international, bd M.Lemonnier 171 à 1000 Bruxelles.

Médecins cubains en Afrique

Grâce au socialisme, Cuba a réussi à atteindre un haut niveau quant aux soins de santé. Espérance de vie et mortalité infantile sont pareilles à celles des pays industrialisés riches. Sur certains plans (maladies des yeux, méningites), sa médecine est à l'avant-garde.

Malgré ses difficultés économiques, provoquées par le blocus US, Cuba offre à nouveau une belle leçon de solidarité internationale. Fin février, les autorités de La Havane ont envoyé mille médecins en... Afrique du Sud. Non que celle-ci manque tellement de médecins. Mais les médecins (blancs pour la plupart) préfèrent gagner plus d'argent en travaillant à l'étranger à titre privé que dans les hôpitaux publics de leur pays. A leur arrivée à l'aéroport, les médecins cubains ont été accueillis par des membres de l'ANC et du parti communiste sud-africain. Certains portaient des calicots contre les Etats-Unis. (NRC-Handelsblad, 28/2)

Force d'intervention allemande

Le ministre allemand de la Défense a préparé un plan de réforme de l'armée «accordant plus de place aux unités (56.000 hommes) de la force de réaction rapide et de gestion des crises, qui devront former le coeur de l'armée allemande. Plus de 70 % des effectifs seront des soldats de métier dont 37.000 de l'armée de terre, 12.300 de l'armée de l'air et 4.300 de la marine» (NRC-Handelsblad 28/02/1996).

L'impérialisme allemand, étendant ses tentacules économiques partout dans le monde, construit à toute allure l'appareil militaire destiné à soutenir cette expansion.

Femmes croates violées

Les mensonges d'une juriste croate d'extrême droite

Dirk Van Duppen

Dans l'émission télévisée Schermen (BRTN) du jeudi 7 mars, Jan Van Rompaey traitait du problème des femmes violées dans l'ex-Yougoslavie. Pour l'occasion, il avait invité Jadranka Cigelj, une juriste croate de 45 ans qui prétendait avoir été violée à plusieurs reprises durant son emprisonnement. Elle avait rassemblé, pour la Cour internationale de La Haye, plusieurs témoignages de femmes croates violées. Elle-même, un des témoins princi-

paux de ce tribunal, travaille pour la "Fondation internationale pour les droits de l'homme", une organisation allemande.

Le 31 janvier 1996, Abe De Vries a révélé dans le "Groene Amsterdammer" que, selon l'enquête du journaliste allemand Thomas Deichmann, la même madame Cigelj travaillait pour un centre d'information croate à Zagreb. Ce centre, considéré comme un institut de propagande, a été fondé par des émigrés nationalistes gravitant autour de Gojko Sudak, actuel

ministre croate de la Défense. Il publie de petits fascicules diabolisant les Serbes et glorifiant l'histoire fasciste croate.

Quant à la "Fondation internationale pour les droits de l'homme", elle entretient, depuis les années 80, des liens intenses avec les dirigeants oustachis croates, et notamment avec Dobroslav Paraga, cofondateur de la fameuse milice HOS, une organisation paramilitaire fasciste responsable de nombreux crimes de guerre.

En Allemagne, Jadranka Cigelj

a été confondue pour contradiction grave dans ses témoignages. «A la Cour internationale de La Haye, Cigelj a été longtemps considérée comme un témoin crédible. Selon Deichmann, ce n'est plus le cas depuis la publication de son enquête», écrit le "Groene Amsterdammer". Pourtant, cette Madame Cigelj est présentée sur le plateau de la BRT sans une seule critique, sans une seule confrontation. Un nouvel exemple de la facilité avec laquelle la désinformation passe dans nos médias.

Le rêve de Hilde

Il y a un an, mourait le docteur Hilde Vanobberghen...

La mort d'Hilde Vanobberghen, le 30 mars 1995, a été une grande perte pour Médecine pour le Tiers Monde, dont elle était présidente. Hilde animait aussi la solidarité avec les Philippines...

Eric Hufkens

Apprenant la mort de Hilde, Marleen qui travaille au Nicaragua, nous écrit : «Certains ne meurent jamais. Tant que nous continuerons à lutter contre l'injustice dans ce monde, Hilde restera parmi nous. Nous continuerons à lutter pour que son rêve devienne réalité.»

Lors de sa première visite aux Philippines, Hilde avait noté quelques impressions : «Je me suis rendue à l'hôpital national des enfants, où il y a surtout des enfants de familles pauvres. La plupart avaient été hospitalisés suite à une pneumonie. Ils sont généralement sous-alimentés, anémiques et souffrent du manque de vitamine A (ce qui provoque la cécité). Tous les enfants que j'ai vus étaient dans un état lamentable, squelettiques, le regard vague. Des bébés de cinq mois étaient plus maigres et plus petits que des nouveau-nés de Belgique.» Catastrophes provoquées par l'homme «A la campagne, la situation est encore pire. Misère extrême, sous-alimentation, exploitation, militarisation... sont partout présents. Les dernières

catastrophes ont encore davantage enfoncé la population dans le gouffre. Les gens parlent de deux genres de catastrophes : celles provoquées par la nature et celles provoquées par l'homme. Les responsables pour cette dernière catégorie sont l'armée et les grands propriétaires

Poursuivre l'exemple qu'Hilde nous a donné

Les ouvriers agricoles et les paysans travaillent pour survivre, les ouvriers touchent un salaire de misère. Mais en même temps, ils s'organisent pour améliorer leur situation. Ils luttent pour une véritable indépendance nationale et un développement économique au service du peuple, pour une réelle réforme agraire, pour de meilleurs salaires et plus d'emplois. Pour vaincre, les Philippines ont également besoin de notre solidarité.

Comme médecin et comme militante, Hilde a été l'exemple parfait d'une mise en pratique de la solidarité internationale. Les organisations populaires de



Aidez à réaliser le rêve de Hilde Vanobberghen pour venir en aide au peuple philippin !

la Cordillera philippine écrivaient l'an dernier : «La population de la Cordillera a trouvé dans Hilde la personnification de la véritable solidarité, surtout lors des attaques honteuses contre le mouvement nationale et démocratique. Nous pleu-

rons le départ d'une nos amies étrangères les plus précieuses et n'oublierons jamais comment elle a sacrifié sa vie et sa santé pour que ceux qui luttent pour le changement puissent bénéficier du soutien dont ils ont besoin.»

En solidarité avec le peuple philippin

30 mars : commémoration Hilde Vanobberghen

Le 30 mars, débute une campagne de solidarité avec le peuple philippin. Quatre thèmes :

1. Le syndicat de combat KMU (mouvement du 1er mai) défend les intérêts des travailleurs dans des conditions très difficiles (répression).

2. 75 % des onze millions de paysans ne sont pas propriétaires de leur terre. Fermage et travail saisonnier sont la base de ce système féodal. L'organisation paysanne KMP dirige la lutte contre les grands propriétaires fonciers et les multinationales agro-alimentaires.

3. Soins de santé. Pour le gouvernement, ils passent après le remboursement de la dette. Les organisations de santé à base communautaire veulent conscientiser et organiser la population.

4. Lutte de libération du Front National Démocratique (NDF). Contre l'ingérence étrangère et l'élite philippine. Par des moyens légaux (organisations populaires regroupées dans Bayan), mais aussi par la résistance armée.

Cette campagne sera lancée à la journée de solidarité Philippines, en commémoration du Dr Hilde Vanobberghen. Le 30 mars 1996, salle communale de

Malines, de 14h00 à 22h00, Leermarkt 1 (centre ville). Traduction en français.

•14h00-15h30 : Souvenirs de la famille, des amis, des collègues et de Rita, la soeur de Hilde. Baudouin Deckers (direction nationale du PTB), Colette Moulaert (Médecine pour le Tiers Monde), Luc Dhoore (président du NCOS), Patrick De Buck (Terre Nouvelle). Chants par la chorale de Malines "Weer-Klank".

•15h30-16h30 : Réflexions sur l'engagement de Hilde.

- Témoignages de : Abigail Tauli (Chestcore), Dirk van Duppen (Médecine pour le Tiers Monde), Bert de Belder et Hilde Verleyen (coopérants aux Philippines), des représentants du Front National Démocratique (NDF) et de Bayan, présentation de la campagne Philippines par Roger Camps (FGB) et Eric Hufkens (MPTM).

•17h00-18h30 : quatre débats au choix :

- Lutte légale et clandestine aux Philippines. Cesar Tagugba (BAYAN) et Luis Jalandoni (NDF).

- Le lien entre l'engagement dans son pays et pour le tiers monde. Rita Vanobberghen et

Bert De Belder (volontaires pendant 8 ans aux Philippines).

- Solidarité des travailleurs de Belgique et des Philippines. Jozefine De Prins (CSC) et Philippe Deceukelier, secrétaire permanent de la CNE.

- Lutte des peuples indigènes pour leurs droits. Hilde Verheyen (coopérante), Reynaldo T. Cristoria (les peuples indigènes de Mindanao).

•18h30-20h00 : Repas philippin. Animation musicale "Brasas".

• Marché philippin : stands, exposition photos et vidéos. Activités enfants (5 à 12 ans).

Entrée: 150 F (carte à 100 F, 50 F à la caisse), avec repas : 300 F. Cartes en vente à Médecine pour le Peuple Malines, tél. : 015/42.06.66, fax : 015/43.35.05.

Organisateurs : LAI, groupes Philippines et Inem. Avec Terre Nouvelle, Médecine pour le Tiers Monde, Médecine pour le Peuple et des travailleurs solidaires des Philippines.

Bon

- Je participe à la campagne de solidarité "Vers la libération"
- Je commande la brochure de Solidarité Internationale 'Hilde Vanobberghen L'engagement de toute une vie' (80 + 40 F de port).
- Envoyez-moi des informations sur le "Fonds Hilde Vanobberghen" (projets de soins de santé libérateurs).
- Informez-moi sur le stage médical d'été aux Philippines.

Nom et prénom :

Adresse :

+ Tel :

Renvoyer à la LAI, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles.

AGENDA

Bruxelles

Samedi 16 mars, dès 19h

Souper et bal antiracistes de la Clé. 19h : repas (apéritif, entrée, plat, dessert à 250 et 200 F), danses togolaises, turques, tombola au profit de la ligne d'alarme contre la violence raciste, 22h : soirée dansante avec disc-jockey. Ecole n° 3, 188 rue Rogier, Schaerbeek. Réservations repas : La Clé, chaussée de Haecht, 276 Schaerbeek, Tél : 02/245 98 50.

Liège

Samedi 23 mars, 19h

Soirée de soutien pour le village pour enfants de Runda (Rwanda). Projections de dias, témoignages de deux brigadistes, souper rwandais. Salle Jules Absil, Hermée (près du terrain de foot). Réservations pour le repas : 041/64 73 33.

Trooz

Dimanche 31 mars, 15h

Championnat d'Europe, de danse de licornes acrobatiques sur obstacles. En apothéose : l'épreuve mondiale qui opposera l'équipe de la Mante Belge à l'équipe nationale de Chine. Hall Omnisport de Trooz. Org : La Mante Belge.

Annonce publicitaire

Au Centre International

Bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 24 mars. Entrée libre

Ouvert du mardi au samedi, de 12 à 18 h
EXPOSITION

'Contacts de violence'

Réalité de la violence raciste

Réalisée en collaboration avec la

LIGNE D'ALARME CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME et la campagne OBJECTIF 479.917

14 mars

La conférence de Jean-Pierre CASIMIR sur le Kosovo est annulée, suite à l'indisponibilité de l'orateur. Veuillez nous excuser.

16 mars, à 10h30. Entrée: 50F.

Visite de l'exposition, à la gare de Schaerbeek, organisée par AMSAB et CSC-VORMINGSWERK:

John Heartfield,

photomonteur

Rendez-vous: à 10h30 dans le hall d'entrée de la gare de Schaerbeek.

16 mars, à 18h. Entrée libre

Apéritif poétique

La poésie de Mahmoud DARWISH

Séance préparée par Mohamed CHEIKH.

Musique: Ahmed ZOURBAT (luth).

16 mars, de 19 à 21 heures. Atelier:

'Chanteurs pour le peuple'

22 mars, de 14 à 20 heures.

23 mars, de 10h30 à 18 heures.

24 mars, de 13 à 18 heures. Entrée libre.

Ala Librairie Internationale.

EXPOSITION

'Black History 1956-1996'

& Bourse aux livres

afro-américains

22 mars, à 20h. En français. 90F.

La Mouvement Communiste International à la charnière d'un nouveau siècle
Ludo MARTENS

23 mars, à 18 h. Frç. & néerl. Entrée libre

Apéritif poétique

Le collectif de poésie 'Workshop Upsilon'

Rik WOUTERS, Marcel SMETS,

Nicole VANOVERSTRAETEN,

Walter VEREERTBRUGGHEN, Jean-Pierre LAUS et Heidi VAN SCHUYLENBERGH

EN BREF

Liège

«Il faut choisir un parti de gauche»

A Liège, la plus grande manifestation contre la Communauté française a réuni 8.000 enseignants et étudiants, mardi dernier.

Un gigantesque calicot, réalisé par une école de Verviers, attire tous les regards : «Avec Laurette, on a à découdre (3000 emplois)». D'autres calicots et pancartes étaient aussi explicites : «PS quelles sont tes valeurs ? Le coeur ou l'argent ?», «Voter PS ? Plus jamais !», «PS réveille-toi, ta base se défile».

Une institutrice de Seraing explique sa méfiance envers le PS : «C'est fini, je ne paie plus mes cotisations au parti. Ce qui m'effraie, c'est que les jeunes qui quittent le parti puissent passer à l'extrême droite». Un professeur enchaîne : «Il faut choisir un parti de gauche. Ecolo est trop ambigu. Je trouve que l'extrême gauche, même si elle est petite sur le plan électoral, se bat courageusement pour des revendications claires et cohérentes.» Il achète aussitôt Solidaire.

Dehousse n'avait pas autorisé explicitement le trajet de la manifestation. Un groupe de la CSC s'est alors dirigé vers l'hôtel de ville. Plus tard, les manifestants ont marqué un long arrêt devant le siège du PS dont la façade fut à nouveau "bombardée".

En approchant de la gare des Guillemins, toutes les rues ont été envahies. Beaucoup ont voulu occuper les voies ferrées. Impossible : les gendarmes en tenue de combat bouclaient toutes les issues. Les images du 28 novembre étaient toujours dans les mémoires; c'était la colère. «On a le droit de manifester !», criaient les étudiants et enseignants.

Charleroi

4000... crient haut et fort : "Nonkelinx"

Devant l'Hôtel de ville au rythme de l'Internationale, le grand cortège se met en route. Profs et élèves sont soudés derrière des banderoles de toutes les couleurs. «On continue jusqu'à ce qu'elle cède, dit une prof en fin de carrière. Je n'ai plus rien à gagner; mais je me bats de toutes mes forces pour tous ces profs qui restent et qui doivent travailler dans des conditions exécrables.» Une autre ajoute : «Elle m'a retiré 11.000 F de mon salaire de février. Qu'elle ne croit surtout pas que ça me fait arrêter.» Les profs sont révoltés devant l'intransigeance d'Onkelinx. C'est la première fois que Van Cauwenberghe (le ministre communautaire et régional PS du budget) et Onkelinx sont dénoncés en même temps. «Les seuls phrases qui sortent de leur bouche c'est que le décret est incontournable, à cause des contraintes du budget, déclare un enseignant gonflé à bloc. Qu'ils arrêtent de faire comme s'il s'agissait d'une fatalité. Qu'ils s'en prennent à ceux qui ont du fric. Qu'ils fassent payer les fortunes, c'est tout ce qu'on demande.»

Des enseignants de Charleroi, réunis en collectif déclarent : «Maintenant, c'est quitte ou double. On se refuse à croire que le mouvement puisse échouer. On est arrivés à un point de non retour. Cette situation, nous ne l'avons pas voulue et les élèves ne sont pas notre cible. Mais leur avenir est notre objectif. Après l'implication des parents et des élèves, l'étape suivante, c'est l'extensin du mouvement à d'autres secteurs. Note seul espoir réside dans le blocage continu et unilatéral de l'enseignement jusqu'à ce que la pression sur ceux qui nous gouvernent soit suffisamment forte pour qu'ils retirent le décret.» (Journal et Indépendance, 7.3.96)

Laurette lance de la poudre aux yeux

Un projet pédagogique doublement dangereux

La réforme pédagogique de Laurette Onkelinx arrive cette semaine. Elle est doublement dangereuse puisqu'elle est tout à la fois une manoeuvre afin d'arrêter le mouvement de grève et un projet visant à démanteler encore plus l'école publique. Halte là !

Georges Moreau

Au moment où vous lirez ces lignes, Laurette Onkelinx aura probablement déposé, sur les tables du gouvernement et du Conseil de la Communauté française, son fameux projet de "réforme pédagogique". La ministre-présidente espère ainsi s'attirer les faveurs des organisations de parents et de certaines directions qui ont demandé «un débat sur le fond, avant de parler économies». Elle espère également amadouer les élèves en leur promettant monts et merveilles en matière de qualité de l'enseignement, ainsi qu'un pseudo-statut de «force sociale consultable» (1). Ce qu'Onkelinx voudrait obtenir, c'est une trêve dans la lutte, «le temps de discuter en détail son projet». Ce serait une répétition du scénario des "assises", ce "grand machin démocratique" qu'on avait offert aux étudiants pour briser leur grève de 94 : des mois de discussions pour voir, au bout du compte, Grafé ressortir le projet Lebrun à peine modifié.

Forte de ce succès, la Communauté française voudrait réessayer le même truc avec les enseignants. Le "grand projet pédagogique" d'Onkelinx a un contenu réel. Et un contenu dangereux, très dangereux !

Le mythe de l'autonomie pédagogique

En écrivant cet article, nous ne disposons pas encore du texte du projet. Mais la Libre Belgique croit savoir que «l'un de ses principes généraux consistera à accorder davantage d'autonomie, tant aux élèves qu'aux professeurs» (1). On nous promet que, grâce à cette autonomie pédagogique, les enseignants pourront «mieux adapter leurs cours aux capacités de l'élève»; que celui-ci sera «moins confronté aux exigences du par coeur» pour se voir «davantage responsabiliser dans l'acquisition de ses con-



Tout ce que promet mensongèrement madame Onkelinx, les profs le faisaient jadis. Quand ils avaient plus de temps et de moyens. En répétant le scénario des "assises", elle cherche à obtenir une trêve... Les enseignants devront déjouer ce nouveau piège.

naissances». Comme c'est beau ! Et qui va faire tout ça ? Le prof déjà surchargé de travail, qui aura quatre ou cinq élèves en plus dans chaque classe, qui passera son temps à circuler d'une école à l'autre pour avoir un horaire complet, s'il n'est pas carrément au bord de la dépression nerveuse. Tout ce que promet mensongèrement madame Onkelinx, les profs le faisaient jadis. Ils en faisaient même bien plus : ils organisaient des rattrapages systématiques, des conseils individualisés, des conseils de classe centrés sur la remédiation, etc. Pourquoi ont-ils cessé ? Parce qu'on ne leur en donne plus ni le temps, ni les moyens matériels. Trente-six textes d'orientation pédagogique, même écrits par les plus grands psycho-pédagogues de nos universités, même discutés pendant des mois avec tous les "acteurs de terrain" possibles et imaginables ne changeront rien à la qualité de l'enseignement. C'est du temps et des moyens qui manquent aux enseignants. Bref, un refinancement.

Peut-être certaines écoles pourront-elles faire un usage intelligent et efficace de davantage d'autonomie pédagogique. Ces établissements où les parents ont le temps et les moyens de suppléer aux carences de l'école; où les revenus des fancy-fair et des minervals déguisés comblent largement la faiblesse des subsides de fonctionnement; ces écoles riches pour gosses de riches.

L'autonomie permettrait également aux écoles de diminuer le nombre d'heures de cours hebdomadaires des élèves. Ce serait une façon de "gérer" les pertes d'emplois qui découlent

du décret sur l'encadrement. Ici encore, c'est de l'injustice flagrante. Car si les enfants de milieux aisés trouveront toujours des activités payantes qui combleront utilement ces heures perdues, il en va tout autrement des enfants des travailleurs. Pour eux, deux heures de cours en moins, ce sera tout simplement deux heures de connaissance en moins.

Technique et professionnel : au service direct des entreprises

Dans les écoles techniques et professionnelles, l'autonomie pédagogique servira surtout à garantir «une plus grande adéquation des cours aux besoins effectifs des entreprises» (1). «Le système scolaire, recommande l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique) à la Belgique, doit s'efforcer de raccourcir son temps de réponse, en utilisant des formules plus souples que celles de la fonction publique» (2). Poussé par la concurrence entre écoles, on décidera de manière tout à fait "autonome" de supprimer des cours de formation générale au profit de stages pratiques en entreprise; on adaptera de manière "autonome" les programmes aux attentes des milieux patronaux; on invitera, en toute "autonomie" des chefs d'entreprise à siéger dans les conseils d'administration des écoles. Bref, en guise d'autonomie on aura introduit la soumission pure et simple au patronat : FEB, UWE et Fabri-

metal dicteront leur loi dans les écoles.

Demain, les enveloppes budgétaires ?

Laurette Onkelinx a promis qu'elle s'en tiendrait à l'autonomie pédagogique et à l'autonomie de gestion. Pas question d'elle de suivre son collègue Van den Bossche (SP) dans la voie du financement des écoles par enveloppes. On a toute les raisons de douter de ces promesses.

Première hypothèse : la ministre-présidente ment. Elle ne peut en effet se permettre d'annoncer une telle mesure maintenant. La révolte se transformerait illico en révolution !

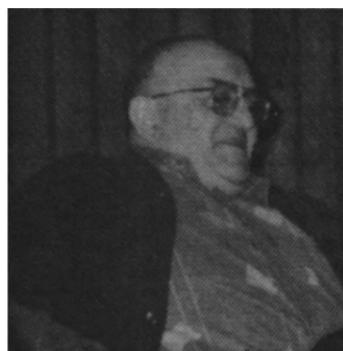
Deuxième possibilité : elle est sincère. Dans ce cas, les milieux patronaux, ses collègues plus avisés au sein du PS et ses partenaires du PSC vont s'efforcer de lui expliquer que «l'autonomie pédagogique d'une école suppose une part d'autonomie administrative et financière» (3). Gageons qu'ils ne seront pas longs à faire entendre raison à Laurette.

Comme l'a très bien dit Jean-Marie Ansciaux au débat du 8 mars, «accepter une forme d'autonomie c'est, à terme, accepter l'autonomie intégrale».

1. Cap sur l'autonomie, La Libre Belgique, du 4 mars 1996. 2. Examen des politiques nationales d'éducation : Belgique, OCDE, Paris 1993. p. 94. 3. L'école n'est pas toute seule, Fondation Roi Baudouin, p. 81.

L'autonomie des écoles : panacée ou poison ?

La voie vers l'exclusion sociale et le contrôle patronal



Jean-Marie Ansciaux



François Martou



Gust Van Dongen



Frank Maerten



Nico Hirtt

Autonomie des écoles ? Par ce thème, les autorités sèment le trouble chez les profs. Car le mot autonomie suggère une plus grande indépendance. Qu'en est-il exactement ? Pour le savoir l'"Appel pour une école démocratique" a organisé une conférence-débat...

Carlo Gentile

Vendredi dernier, les initiateurs de la plate-forme "Appel pour une école démocratique" ont accueilli cent auditeurs au siège national de la CGSP à Bruxelles pour un débat sur l'autonomie des écoles.

Premier orateur : Jean-Marie Ansciaux, président de la CGSP-Enseignement. Pour lui, l'autonomie, ne peut aboutir à terme qu'à privatiser l'enseignement. Les universités ont voulu l'autonomie; aujourd'hui, leurs moyens sont insuffisants et elles fonctionnent comme des entreprises privées. Le ministre Grafé veut étendre ce système aux Hautes Écoles. Donc, les autorités retirent petit à petit leur responsabilité de l'enseignement et laissent aux écoles le soin de gérer la misère. A l'intérieur de l'enveloppe que l'on reçoit, on a le choix : recruter du personnel en dehors des statuts, licencier des enseignants, augmenter le nombre de prestations, voire même rémunérer les professeurs en fonction du mérite.

Ansciaux : l'autonomie prépare 6.000 licenciements

Manquant de moyens, explique Ansciaux, les écoles vont faire

appel au sponsoring et par conséquent l'école autonome deviendra bien vite dépendante de l'entreprise privée. On assistera dès lors, à cause de la lutte concurrentielle que les différents établissements vont mener, à un repli sur soi, à l'égoïsme et à la fin du syndicalisme de masse, remplacé par un corporatisme rétrograde. L'école autonome sera aussi un instrument supplémentaire d'exclusion sociale. Laurette Onkelinx dit que son autonomie ne sera en aucun cas budgétaire, on veut bien la croire mais après elle ? Toutes les mesures visent au dégraissage de l'emploi. Si l'autonomie est mise en place, le sale travail ne sera plus fait par les ministres, mais par les écoles elles-mêmes. Le résultat sera, entre 1997 et 1999, de licencier encore six mille enseignants.

Autonomie = indépendance ou concurrence et étranglement ?

Pour Gust Van Dongen, secrétaire général COC (CSC Enseignement flamand), il faut une formule intermédiaire entre régulation et dérégulation. Pour que l'école soit indépendante. Oui donc à une

autonomie pédagogique, avec autonomie financière limitée. Mais l'exemple du supérieur a montré que l'autonomie pouvait aussi mener à la catastrophe. Il faut donc arrêter toute négociation pour l'autonomie dans le secondaire. Une autonomie oui, mais pas n'importe comment. Le statut des enseignants ne doit pas en faire partie, il doit être le même pour toutes les écoles. La négociation doit être centrale car les écoles ne peuvent régler les choses à leur façon.

Pour Frank Maerten, responsable CGSP-Anvers, il s'agit manifestement d'imposer une politique d'austérité et non de revaloriser l'école ou l'enseignant. Si une école supérieure en Flandre est autonome, la plus petite dépense est contrôlée par un commissaire du gouvernement. L'autonomie signifiera l'éclatement de l'enseignement en une multitude de PME qui vont se jouer une concurrence à mort, avec des conséquences sur le plan syndical. Par l'autonomie, le ministre a déclaré une guerre ouverte aux syndicats.

Le MOC : alléger la bureaucratie

Pour François Martou, président du MOC, le budget n'est pas la principale question. Ce n'est pas parce que le budget de l'enseignement a évolué, de manière considérable, depuis 1970 que les écoles ont été mieux. Le système scolaire produit trop d'échec. Pour lutter contre cela il ne suffit pas d'augmenter le budget pour faire

Le MOC veut lutter pour l'école de la réussite sans se cacher derrière le refinancement global. On peut mieux gérer des moyens, des objectifs et en même temps décentraliser, mieux contrôler au niveau de l'école ce qu'on fait avec les moyens pédagogiques. Tout en améliorant les conditions de travail. Le vrai travail, c'est d'alléger la bureaucratie dans l'enseignement.

On tombera sous le contrôle des entreprises

Pour Nico Hirtt, qui prépare un livre sur l'enseignement, le tout premier financement par enveloppe que la Belgique a connu a été la communautarisation. Elle a imposé un carcan budgétaire étroit à l'enseignement. L'autonomie donne la possibilité de s'adapter plus facilement au monde de l'entreprise. La concurrence, provoquée naturellement par l'autonomie, obligera les écoles à s'adapter à l'industrie et à la haute finance. Elles n'auront d'autres choix que de se tourner vers le partenariat et le sponsoring. Le patron, remplaçant l'Etat-patron, exigera d'éliminer tout ce qui n'est pas exploitable directement, tout ce qui permet à l'élève d'acquiescer un sens critique, une personnalité indépendante. On nous dit que l'autonomie sera pédagogique. Mais si on ouvre cette porte, l'autonomie financière suivra. De toute façon, il est idiot de penser que l'autonomie pédagogique engendrera toute une série d'initiatives pédagogiques : les enseignants ne peuvent physique-

ment investir plus de temps, plus d'énergie qu'actuellement. L'autonomie découle d'un choix de société centré sur la lutte concurrentielle. Le but est double. D'abord moins d'élèves dans l'enseignement général et le supérieur. Car on sait qu'on aura encore pour longtemps près d'un million de chômeurs. Ensuite, poursuivre des économies au niveau des communautés. Afin que ces mêmes instances puissent continuer à favoriser le grand capital, à diminuer les impôts sur les entreprises, déjà dérisoires.

Après ces exposés, la salle s'est enflammée dans un débat passionnant... Un intervenant a relevé que François Martou parlait d'échelle barémique basée sur le mérite des enseignants, allant même jusqu'à écrire ailleurs que cette sélection pourrait être faite par les enseignants eux-mêmes. On peut imaginer le climat dans les écoles, les divisions entre collègues ! Un autre a insisté sur le caractère dual de la société où l'on est bien obligé de vivre. D'une part, les enseignants obligés de descendre dans la rue pour mendier quelques miettes pour l'avenir de l'éducation en Belgique. Et d'autre part les grands bonzes de la banque se félicitent que leurs bénéficiaires n'ont jamais été aussi plantureux. Ce n'est pas dans l'autonomie qu'on peut trouver une solution aux problèmes actuels et futurs de l'enseignement. Des pistes existent pour refinancer. Notamment chercher l'argent chez les riches : les 40.000 familles qui à elles seules détiennent 7000 milliards, soit une fortune moyenne de 140 millions.

ULB : grève reconduite !

On continue le combat pour le refinancement

Pierre Isarra

La grève du 5 mars, votée à l'unanimité par le front commun syndical, a représenté un véritable succès. Les étudiants administrateurs l'ont également soutenue. Sur cette lancée, une assemblée générale de la CGSP a été plus houleuse mais la grève a été reconduite pour le 12.

A l'assemblée, certains ont contesté l'utilité de la grève : «Nous étions seulement cinquante au piquet. Les gens confondent grève et congé». Un délégué syndical a répondu : «C'est la vision patronale de la grève : il faut que toute l'entreprise soit aux piquets pour qu'une grève soit réussie ! Dans des bastions comme Clabecq ou VW, il y a quelques dizaines de

personnes aux piquets».

Un membre du personnel technique a ajouté : «La semaine passée, nous avons fait grève. Si on ne la fait pas mardi avec le reste de l'enseignement, cela signifiera que nous aurons reculé. Nous ne pouvons pas reculer, la situation est trop grave». Autre intervention : «Partout on raconte que les universités sont en dehors du

mouvement. C'est faux : l'ULB était en grève».

Un autre, enfin : «En 1995, les grandes entreprises ont engrangé cent milliards de bénéfices supplémentaires par rapport à 1994 ! Voilà cent milliards bienvenus pour refinancer l'enseignement. Les travailleurs ont assez payé ! Le refinancement doit se faire sur le

dos des banques et grosses fortunes».

Le 5 mars, le conseil fédéral de la FEF s'est réuni à l'ULB. Décision : mot d'ordre de grève jeudi 14 et vendredi 15 mars. Des écoles supérieures ont pris les devants : en route vers le refinancement, l'ISTI de Bruxelles et l'ISIS de Liège sont entrées en grève au finish !

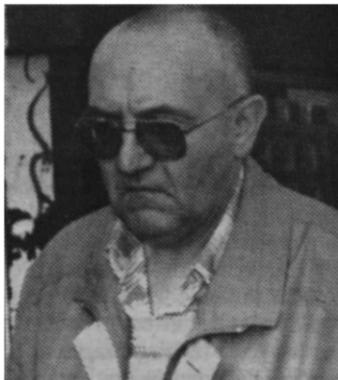
Plus de 150 organisations soutiennent la manif d'Objectif

Toutes les couleurs de l'arc-en-ciel dans les rues de Bruxelles le 24 mars

Objectif 479.917 manifeste le 24 mars contre le racisme et le fascisme. Le mouvement exige les droits égaux pour les immigrés par l'attribution automatique de la nationalité belge. De nombreuses organisations soutiennent l'initiative. Vous voulez savoir pourquoi ? Leurs réponses sont passionnantes.

Danny Goderis

A Jean Marie Ansciaux, président de l'aile francophone de la CGSP Enseignement, nous avons demandé s'il existe un lien entre le mouvement dans l'enseignement et la lutte pour les droits égaux. La CGSP diffuse 2.000 affiches et appelle à la manifestation d'Objectif dans son journal "Tribune" de mars.



Jean Marie Ansciaux

Jean Marie Ansciaux : «Enseignement démocratique et droits égaux, même combat»

J. M. Ansciaux : «La lutte pour une école démocratique fait partie de la lutte pour une société plus juste. Ce n'est pas une lutte corporatiste. Une société juste n'est pas possible sans un enseignement démocratique et sans droits égaux. Il faut l'égalité pour tous les travailleurs. Il faut donc dégager des moyens suffisants pour un enseignement démocratique, pour donner des chances égales à tous. Dans la société, il faut des droits politiques et sociaux égaux. Ce sont des choses pour lesquelles la gauche s'est toujours battue.

L'égalité des droits et des chances à tous les niveaux (enseignement, travail, société) est une des principales revendications syndicales. Personnellement, j'espère que de plus en plus de travailleurs en prennent conscience et fassent pression sur les partis politiques. Car maintenant, la politique vire de plus en plus à droite, l'extrême droite a le vent en poupe. J'espère qu'il y aura beaucoup d'ouvriers et de syndicalistes à la manifestation d'Objectif.»

Gust Haverbeke : solidarité sur tous les plans

A Gust Haverbeke (syndicaliste, CGSP-Limbourg) nous avons demandé : «Ces derniers mois, vous avez été très actifs, en décembre à la manifestation des fonctionnaires et à celle de Sabena, en février en solidarité avec les Forges de Clabecq. Avez-vous encore du temps pour la manifestation d'Objectif ?»

Gust Haverbeke : «Chaque action contre le racisme est importante et doit être soutenue par les syndicats comme un signal en direction de l'opinion publique. Il y a un lien entre nos actions de solidarité sociales et notre mobilisation pour la manifestation d'Objectif. Si

nous ne réussissons pas à repousser le racisme dans notre environnement, dans notre entreprise, nous ne réussirons pas non plus à gagner la lutte sociale. Nous ne pouvons pas nous laisser diviser. Il faut se mettre tous ensemble pour la justice sociale et l'égalité. Travailleurs du privé et des services publics, des chemins de fer et de l'enseignement... Nous essayons d'exprimer notre solidarité sur tous les plans. C'est pourquoi la CGSP-Limbourg oeuvre tellement à la solidarité avec les autres secteurs, c'est pourquoi nous sommes antiracistes et pour l'égalité des droits. Au cours des prochains mois, nous ferons de l'égalité des droits un point de lutte dans les services publics. Maintenant, les immigrés ne peuvent y travailler que comme contractuels et encore, pas dans tous les secteurs. A la Poste et aux bus, la porte est entièrement fermée aux non-Belges. C'est inacceptable. La revendication d'Objectif lève ces discriminations d'un seul coup.»

Nationalité automatique : les jeunes de la JOC sont pour

Antoinette Maia, présidente de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne Fé-



Gust Haverbeke



minine : «La JOC mobilise pour la manifestation parce que les jeunes se sentent concernés par le problème du racisme. Nous organisons souvent des activités inter-culturelles et faisons du travail d'éducation parmi les jeunes. Nous tentons d'inculquer à nos jeunes des valeurs telles que justice et solidarité.

En 1992, nous avons enquêté parmi nos jeunes pour savoir quels projets nous devons lancer. L'enquête nous a encouragés car nous avons appris que la solidarité et l'égalité sont des valeurs qui ont cours parmi les jeunes. Une des questions concernait l'attribution automatique de la nationalité belge. Comment la nationalité doit être attribuée, à quelles conditions... Une des possibilités de réponse était précisément la revendication d'Objectif, l'attribution automatique de la nationalité belge après cinq ans de séjour. Parmi les 500 jeunes interrogés, la majorité ont choisi cette possibilité. Nous soutenons donc la revendication de la manifestation.»

CSC-Anvers : «Celui qui est contre les immigrés creuse sa propre tombe»

Dans un tract, la CSC de l'arrondissement d'Anvers appelle

à la manifestation : «Pourquoi manifester ? C'est la tâche du syndicat d'organiser l'égalité et la solidarité parmi tous les travailleurs. Aujourd'hui, nous voyons comment on crée un groupe de travailleurs sans emploi. C'est au détriment de l'ensemble du groupe des travailleurs. Les employeurs peuvent de cette manière revoir à la baisse les conditions de travail et le niveau des salaires. En ce sens, on peut dire que celui qui est contre les immigrés creuse sa propre tombe. Du reste, le syndicat a déjà donné l'exemple. Depuis 1971, les immigrés peuvent participer aux élections sociales et peuvent être élus aux conseils d'entreprise et aux comités de sécurité, quelle que soit leur nationalité. Les immigrés peuvent aussi faire partie des délégations syndicales. Ceci favorise l'esprit de solidarité dans les organisations syndicales. Cette solidarité est une force sociale importante.»

Exclure un habitant sur dix ? Intolérable dans un pays démocratique

Dans le numéro de février du bulletin de liaison du KWB (mouvement flamand d'éducation ouvrière, de la mouvance social-chrétienne), nous lisons : «Pourquoi les immigrés qui payent ici des impôts et des cotisations de

sécurité sociale ne peuvent-ils toujours pas travailler comme fonctionnaire à part entière dans le service public ? Un pays qui se qualifie de démocratique peut-il continuer à exclure un habitant sur dix de toute influence sur les décisions politiques ? Pourquoi la police des étrangers doit-elle établir automatiquement un dossier complet pour chaque étranger ?

Il est possible de réaliser l'égalité des droits politiques et sociaux en accordant automatiquement la nationalité belge après cinq ans de séjour. Toutes les inégalités légales dont ils sont victimes sont ainsi supprimées. Le 24 novembre 1992, Cécile Harnie, sénateur à l'époque, a introduit la revendication d'Objectif sous la forme d'une proposition de loi. Le 14 mars 1995, plus d'un million de signatures ont été remises au premier ministre Dehaene. Les politiciens réagissent. Avec pour seul résultat qu'il faut désormais moins de temps pour obtenir la nationalité belge (loi Erdman, en vigueur depuis le 1er janvier, ndlr). La procédure vraiment humiliante est toutefois maintenue : une sorte d'examen d'intégration, avec des questions qui violent la vie privée et qui ne sont pas pertinentes, la possibilité d'une enquête par les services de police, l'arbitraire dans l'appréciation de la demande. C'est bien loin de l'attribution des droits égaux.»

Charleroi : appel de 45 personnalités

L'égalité, une nécessité vitale pour la lutte sociale

Danny Goderis

Le groupe Objectif Egalité de Charleroi s'est adressé à de nombreuses personnalités pour qu'elles soutiennent la manifestation. La liste provisoire des signataires a été présentée le 11 mars : plus de quarante syndicalistes, artistes, antifascistes.

Christine Darteville, conseillère communale soutient la manifestation. Les syndicalistes Willy Bauwens de l'entreprise Beecham et Pietro Firenze de la Sonaca ont également signé. A Sonaca, 750 emplois sont menacés et à Beecham 143.

Les syndicalistes appellent à manifester contre le racisme car, dans les moments de lutte sociale, l'unité des travailleurs est indispensable. De nombreuses personnalités diffusent affiches et tracts. Un peintre-musicien s'est chargé de distribuer l'affiche dans tous les cafés de Charleroi. D'autres collent l'affiche dans les rues de La Louvière.

Les Carolos qui ont signé l'appel à la manif d'Objectif :

Andersen René délégué CGSP-cheminots; Aquisto Salvatore secrétaire CCMECC; Baguet Sandro, Front Antifasciste La Louvière; Baycuman Aslan, immigré à qui on a refusé la nationalité belge; Baria Claude, délégué principal CSC Cockerill Sambre; Brichaut Marc, permanent SETCA; Bauwens Willy, délégué CGSLB-Beecham; Boute Jo, gynécologue; Brousse André, ouvrier; Challe Jean-Claude, délégué CGSP cheminots; Charles Jacques, médecin; Colicchio Pasquale; Cosimo Conte, délégué CSC-CS Carlam; Costabeber Giuseppe, ex-délégué CSC-Glaverbel; Dacosse Jean-Michel, délégué FGFB Sabca; Darteville Christine, conseiller communal Ecolo Jumet; Demanet Didier, délégué CSC cheminots; Dembour Stany, ex-délégué CGSP; Di Antonio Fabricio, Centre de Rencontre

Montignies/s/Roc; Dusenne Luc, prêtre; Federici Luciano, délégué FGFB Bricoman; Firenze Pietro, délégué CSC SONACA; Flémal Jean-Marie, écrivain; Gigli Silvio, peintre-musicien; Godenir Martine, Front Antifasciste; Guidé Freddy, programmeur de spectacles; Grimonprel Luc; Halla Mustapha, Dialogue et Prévention; Hoff Pierre; Lacroix Robert, permanent Centrale Générale FGFB; Lejuste Jean-Claude, secrétaire CGSP cheminots section Châtelet; Letocart Mimosa; Lootens Paul, secrétaire national Centrale Générale; Martellozzo Adriano, délégué FGFB Albemarle; Martin Patrice, délégué FGFB Cockerill-Sambre; Meesters Jan, médecin; Meuter Roger, secrétaire permanent CNE; Mokrani Mohamed, permanence immigrés FGFB; Morciaux Christian permanent FGFB; Moulaert Colette, pédiatre; Nicolas Roger, ex-délégué SETCA-ACEC Gilly, Palermo Rosa avocate, Renard Michel, délégué FGFB Ethyl-Félu; Trigalaet Paul; Van Laethem Christian, ex-délégué Twin Disc-Nivelles; Visconti Guy, délégué CGSP-TEC



Les femmes immigrées et l'égalité

Naïma Ragala et Agnès Derynck du Gaffi (Groupe d'Animation et de Formation de Femmes Immigrées) : «Nous donnons des cours de langue et des formations pratiques. Plus de cent femmes et cinquante enfants fréquentent chaque jour le centre.

Ces temps-ci, il est souvent question des actes de violence raciste en Allemagne. Les gens ont peur, car le racisme ne se limite pas aux paroles. A Bruxelles également, les femmes immigrées se sentent de plus en plus menacées. Beaucoup de femmes n'osent plus voyager en tram par crainte de la violence raciste.

Partout en Europe, les fas-

cistes progressent. Les mères s'inquiètent de l'avenir de leurs enfants. Il est de plus en plus difficile de trouver du travail. La situation dans l'enseignement se détériore. Beaucoup de familles sont privées de revenus. Des femmes qui ont travaillé pendant des années sont privées de l'allocation sous prétexte de "chômage de longue durée". Mais être femme et immigrée signifie que beaucoup de portes vous resteront fermées.

Le racisme est inhumain car il pousse de nombreuses familles dans la misère. Toutes les femmes fréquentant le centre souhaitent vivre et travailler comme tout le monde. De plus en plus de réfugiés viennent éga-

lement nous demander notre aide. Nous constatons que la société tente de plus en plus de diviser les gens. Belges contre immigrés, immigrés contre réfugiés, réfugiés légaux contre clandestins. Mais les droits de tous régressent.

Les groupes de notre centre totalisent 22 nationalités. Nous devons nous unir et nous battre pour les droits égaux de tous. Notre groupe d'animation considère qu'il est important de manifester, pour que les femmes immigrées puissent montrer qu'elles luttent contre le racisme et pour l'égalité. Beaucoup de femmes emmènent des tracts pour la manifestation.»

Les Africains face aux camps de concentration

— **Abou Sanoko** (de l'organisation de réfugiés Truth) : «Tout le monde devrait être présent à la manifestation d'Objectif 479.917, car son enjeu est l'égalité des droits de tous. C'est très important, aussi pour les réfugiés. Les réfugiés en Belgique n'ont aucun droit. Ainsi, on organise la division : entre Belges et étrangers, entre différentes catégories d'immigrés ayant plus ou moins de droits. Nous manifesterons également contre les projets de lois du ministre Vande Lanotte. Pour moi, ce sont des lois nazies. Cet homme veut enfermer les

réfugiés dans une prison pour un temps illimité, alors qu'ils n'ont commis aucun délit. Le camp de Steenokkerzeel, défini par Vande Lanotte comme "centre d'accueil fermé", est un endroit indigne. Il doit être fermé.»

— **Medard Adjovi**, président du CARE (Comité Africains Résidant en Europe) : «Le 24 mars, nous manifesterons pour nos droits. Il y a 27.000 Africains en Belgique et ce nombre augmente encore à cause de la pauvreté croissante en Afrique. Il est normal que beaucoup d'Africains fuient la guerre et la

misère. Les Africains disent "chaque homme va là où il se sent le mieux, où il est à son aise". Il en a toujours été ainsi. De nombreux Européens n'ont-ils pas émigré vers l'Amérique ? Mais aujourd'hui, le gouvernement belge refuse les réfugiés provenant du tiers monde. Il veut bien le cacao, les matières premières et les richesses de l'Afrique. C'est inacceptable. Les droits des Africains sont en recul. Les nouveaux immigrés sont enfermés dans des camps de concentration. Des passagers clandestins arrivés en Belgique comme ceux de l'Elise

D ne sont pas autorisés à rester. La Belgique a pourtant signé la Convention pour les droits de l'homme. Les projets de loi Vande Lanotte sont contraires à cette convention. Le 24 mars, nous manifesterons pour les droits de tous les Africains, qu'ils soient arrivés récemment ou il y a plus longtemps. Nous considérons qu'il est tout à fait normal que des Africains qui résident en Belgique depuis plus de cinq ans aient les mêmes droits et les mêmes obligations que les Belges. C'est pourquoi nous manifesterons pour la revendication d'Objectif.»

Organisations appelant à la manifestation :

Organisations nationales :

ACOD - Culturele Activiteiten, Afrique Participation, Ligne d'Alarme contre le racisme, Bevrijde Wereld, Chirojeugd Vlaanderen, CARE (Comité Africains Résidents en Europe), Comité des Réfugiés Togolais en Belgique, CGSP - Enseignement, Coordination Chile Solidaridad, CSC-Fédération des Instituteurs Chrétiens (FIC), éditions EPO, Federatie Werkgroep Homosexualiteit, Front pour la Reconstruction de la Patrie (Congo/Zaire), Het Affront/Amana Dance Theatre, Homo-Lesbienne Jongerenkoepel, Info Solidarité Tiers Monde asbl, Infor-Jeunes National, Jeunesse et Ecologie, Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et JOC Féminine, Ecole sans Racisme, KAJ-nationaal, Koerdisch Instituut, Kristenen voor het Socialisme, Lijnrecht tegen Racisme, Mouvement Marxiste-Léniniste, Nationaal Centrum voor Ontwikkelings-samenwerking NCOOS, Netwerk Vlaanderen, Frontières Ouvertes, Parti Social Démocrate du Zaïre, Parti du Travail de Belgique, Postiers contre le racisme, Rebelle, Roze Aktiefrent, Sober voor Anderen vzw, Socialistische Jeugdverbond.

Organisations régionales :

- Bruxelles : CSC Bruxelles-Halle-Vilvorde, Atelier Mont-Serrat, Dijda Amrane-Atelier Populaire, Jeunesse Maghrébine, Los Emigrantes, Auberge de Jeunesse Forest, Turk-Danis, Vaartkapoen, Amitié Belgo-Immigrés, Atlas, Centrum West, De Platoo, La Clé Centre de Lutte pour L'Egalité (Schaerbeek), Centre d'immigrés Le Gaffi, La Goute d'Huile, Maison Médicale de Forest, Pianofabriek, La Trace, MIKST vzw (Vilvorde), Organisation des réfugiés Tropical 2000, CIC Centre International (Bruxelles), CGSP Limbourg, CGSP Anvers, CSC arrondissement Anvers, CSC arrondissement Malines, FGFB arrondissement Malines, CNE Mouscron, CSC-Centrale Chrétienne des Mines, de l'Energie, de la Chimie et du Cuir Mons, Centre de Rencontre asbl (Montignies sur Roc), Forum de réflexion de jeunes du Zaïre (Antwerpen), Mémoire Fertile (Marseille), Nigerian Association of Antwerp, Organisation des réfugiés Truth,

Diffusent l'appel à la manif au sein de leur organisation :

CGSP Flandres, CSC-Pays de Waes, CSC Centrale du bâtiment, CSC-Anzegem, ACW-Leuven, Centrale Générale de la FGFB - Liège, Centrale Générale de la FGFB - Verviers, CGSP-Parastataux Verviers, Centrale Générale des Services Publics FGFB, CGSP-ministères, CGSP-Télécom/aviation, FGFB-Centrale des Métallurgistes Verviers, CNE Brabant Wallon, CSC-Centrale Chrétienne des Mines, de l'Energie, de la Chimie et du Cuir, CSC-Province de Liège, CSC-Province du Hainaut, FGFB-Activités Culturelles, FGFB Centrale des Métallurgistes - Verviers, Jeunes CSC, KWB Nationaal (équipes populaires flamandes), LBC - siège principal (Anvers)



Une gifle pour Onkelinx

Du 6 au 13 avril, on t'attend au camp de Rebelle !

Le capitalisme détruit l'école démocratique. Le racisme, la drogue et le tiers-monde qui crève sous nos yeux. Pas de résignation ! Je veux me battre contre cette minorité de super-riches qui exerce sa dictature sur nous. C'est pour ça que je viens au camp de Rebelle.

Gilles Martin

Le thème du camp est de circonstance: "Je veux un avenir". Si je ne veux pas dormir sous un pont en 2001, je sais que je dois me battre. Seul, je ne peux rien. J'ai besoin de mes amis et de tous ceux qui sont victimes du capitalisme. Au camp, nous serons plus de 300 venant de Wallonie, de Bruxelles et de Flandre. Belges et immigrés. Assez du nationalisme et du racisme !

Le camp arrive à point: la jeunesse n'a aucune perspective dans ce système. La force des jeunes, c'est de dire non à la résignation que le système veut nous imposer. C'est possible. La

conscience des jeunes grandit chaque jour. Fini le règne du "non-engagement". Regarde, par dizaines de milliers, nous descendons dans la rue. Ras-le-bol ! On lutte et on va gagner ! Cela ne dépend que de toi et de moi. Tout le monde est le bienvenu au camp. Toi, Ahmed, qui passes de contrôle d'identité en contrôle d'identité. Toi, Els, qui te retrouves dans une classe de 40. Et toi, Nicolas, qui apprends l'informatique sur une machine à écrire. Nous avons besoin de toi et tu as besoin de nous. Pourquoi hésiter ? Amène tes amis. Le camp de Rebelle balayera tes doutes sur la possibilité de se frayer un chemin dans la crise.



Ambiance garantie au camp de Rebelle !

Mets-toi dans la peau d'un réfugié, d'un ouvrier...

Au camp, j'apprends à découvrir le monde. Mets-toi à la place d'un réfugié politique. Pour fuir la dictature, tu dois te cacher dans un bateau et tu vois mourir tes amis. Comment réagirais-tu ? Nous le découvrirons au camp. Deuxième fenêtre sur le monde: la classe ouvrière. L'exploitation a-t-elle disparu ? Des ouvriers viendront témoigner. Troisième fenêtre: la drogue. M'aidera-t-elle à construire mon avenir ? Quel est le rôle du joint dans notre société ? Pour terminer,

le communisme. Qu'est-ce que c'est ? En quoi peut-il m'apporter des solutions ? Voilà ce que je veux savoir. Et au camp, c'est possible.

Ensemble nous voulons à coups de luttes nous ménager un avenir loin du chômage, loin d'un monde basé sur la loi du profit. Le camp de Rebelle se veut un remède radical contre le désarroi. Se battre pour un monde meilleur et un avenir plus juste. Tous ensemble ! Nous sommes les combattants du siècle futur !

Grand congrès de tous les élèves !

Un must: le 1er congrès national des étudiants sur l'enseignement, le 7 avril. Des délégués de Flandre, de Wallonie seront présents. Nous voulons des centaines de jeunes pour témoigner de ce qui se passe

réellement dans l'enseignement: classes surpeuplées, matériel inadapté, professeurs démotivés... Ce ne sont pas les soucis qui manquent. En dix ateliers, nous analyserons le mouvement étudiant et le rôle de l'enseignement dans notre société. On trouvera ensemble des perspectives de lutte contre ces massacreurs scolaires:

Onkelinx et Vanden Bossche. Le camp nous donnera des armes pour reprendre la lutte de plus belle. Le camp doit être perçu comme un poing dans la tronche des ennemis de la jeunesse: ce gouvernement, les patrons, le grand capital. Et plus nous serons nombreux, plus nous aurons de chances de gagner !

Christophe arrêté à un match de foot, dix jours après la manif

Liège: création d'un comité contre les arrestations dans les manifestations

Stef Van Thuyne

Un groupe de participants à la manifestation des jeunes du 28 novembre à Liège a fondé un "Comité de la Trémie". Ils ont lancé une pétition pour l'arrêt immédiat et inconditionnel de toutes les poursuites judiciaires contre les étudiants et travailleurs manifestant pour leurs droits. Pour rappel, le bourgmestre socialiste Dehousse avait interdit aux étudiants de manifester dans le centre-ville, et ses gendarmes les ont attaqués à la sortie de la trémie du boulevard d'Avroy. Douze étudiants au moins ont été blessés. De nombreux jeunes et des métallurgistes ont été arrêtés.

Treize parmi eux sont menacés de poursuites judiciaires. Depuis lors, chaque manifestation à Liège (enseignants, étudiants, cheminots...) se dirige d'abord vers ce qui est devenu un lieu symbolique de la liberté de manifestation: la trémie.

Christophe Derammelaere (18 ans), un des fondateurs de ce comité, nous raconte son histoire: «Dix jours après la manifestation, je me rends à un match de foot à Charleroi. A l'entrée du stade, la gendarmerie fouille les supporters comme d'habitude. Tout à coup, un des gendarmes m'indique et m'accuse de l'avoir blessé lors de la manifestation du 28. Les gendarmes m'ont interrogé sur place

pendant plusieurs heures. Quelques semaines plus tard, j'ai été convoqué à Liège.

Des ouvriers de Cockerill Sambre étaient venus apporter leur solidarité lors de la manifestation. Ils ont été arrêtés. C'est l'arbitraire complet.

Face à cette répression aveugle, nous avons lancé le comité de la trémie. Nous avons mis en circulation une pétition. Et un comité de parrainage regroupant des personnalités nous soutient moralement et financièrement. Parmi eux: Bernard Freddy, conseiller communal honoraire de Seraing, Christian Leblond, enseignant à l'athénée de l'Air Pur de Seraing, Maurice Mordant, prési-

dent du Front antifasciste, Raymond Vandormael, électricien à Chertal, Dr. Francis Van Der Kaa de la fédération des maisons médicales francophones de Belgique, Dirk Ramboer, avocat à Liège, Stéphane Pépin, docteur en physique et assistant à l'université de Liège, Jilali Laaouej, médecin et Serge Deruette, docteur en sociologie et assistant à l'ULB. Nous espérons obtenir deux mille signatures dont une centaine de personnalités pour nous soutenir. Notre comité ne s'arrête pas aux limites de la ville de Liège. Il exige l'arrêt des poursuites contre les étudiants et les travailleurs partout en Belgique. D'ailleurs, dans l'introduction de notre pétition,

nous citons l'arrestation de deux cents syndicalistes à l'aéroport de Zaventem lors de leur action contre la privatisation et la restructuration de la Sabena. Cette augmentation de la répression n'est pas un hasard. Depuis que le mur de Berlin est tombé, l'arrogance de nos gouvernements ne connaît plus de limites. Ils montrent leur vrai visage antidémocratique, maintenant qu'ils veulent démanteler les services publics et la sécurité sociale».

Vous êtes menacé ? Vous avez des ennemis de ce genre ? Contactez-nous: Christophe Derammelaere, rue Morchamps, 63 à 4100 Seraing, tél.: 041/38.15.95.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

A Laurette Onkelinx

Madame la ministre,
Vous avez pu convaincre, la semaine dernière, les associations de parents de l'impérieuse nécessité de faire quelques milliards d'économies dans l'enseignement secondaire. Votre charisme a porté. Elles ont compris. Les coupes sombres sont évidemment inéluctables.

Les propos alarmistes de vos professeurs les plus motivés ne sont que désinformation, mensonges, rumeurs mesquines. La qualité de notre enseignement aurait-elle à pâtir du licenciement de trois mille de nos collègues ? Bien sûr que non ! Les marins rescapés seront aptes à renflouer le bateau qui prend l'eau. Le cas échéant, vous les tiendrez pour responsables du naufrage.

Quels sont ces êtres si fragiles, naguère estimés et si fiers des valeurs de notre démocratie et si heureux d'assumer une tâche enthousiasmante, celle d'éduquer vos enfants ? Discrètement, les députés demandent aujourd'hui une "ral-longe" financière de quelque 900 millions pour 1996. Ceci est indispensable pour la survie des amis mandataires politiques (en remarquable croissance depuis quelques années). Pourriez-vous, aussi, comme vous l'avez fait pour vos boulimiques professeurs, dans la première page de tous les quotidiens, dénoncer ce besoin pécuniaire inadéquat en cette période de basse conjoncture ? Vous détenez les pouvoirs et conséquemment les cordons de la bourse dont vous disposez presque à votre guise ! Excusez-nous de ne pas être dupes ! En terminant cette lettre, nous vous souhaitons, Madame la Ministre, une conscience convaincue de la qualité du devoir ac-

compli. Affectueusement,

P.S. Nous interrogeant sur l'avenir compromis de nos jeunes collègues, l'idée suivante a été exprimée : si les professeurs licenciés laissaient leurs références à l'école à laquelle ils étaient attachés, ils pourraient donner des heures de cours particuliers aux élèves en difficulté (noyés dans une classe trop nombreuse ou confrontés à des professeurs qui ne peuvent plus s'occuper des plus faibles !). Ceux-ci, s'ils sont de famille aisée, pourraient profiter de ce rattrapage indispensable. Qui peut payer, peut s'en sortir ! Scénario probable de la dérive pédagogique. Bel adage que les partis traditionnels, dits démocratiques, devraient pouvoir brandir ! Aubaine que les écoles privées ne manqueront pas de saisir !

**Vos professeurs de l'Institut
Provincial d'Enseignement
Secondaire de Wareme**

Onkelinx mène à la société duale

On entend souvent un sentiment d'admiration vis-à-vis de la fermeté dont fait preuve Mme Onkelinx. Cette fermeté, pour beaucoup d'enseignants, est un simple enfermement idéologique : celui du néolibéralisme à la social-démocrate.

A l'heure où tout le secteur public et, plus largement, le non-marchand se débattent dans des difficultés budgétaires voulues par ceux qui espèrent liquider ces services publics à vil prix en les privatisant, n'est-il pas temps de poser les vraies questions ? Et d'oser dire que la pensée unique émanant des partis traditionnels au pouvoir depuis si longtemps est dépassée ?

L'argent, indispensable au bon fonctionnement des services publics et, particulièrement, de l'enseignement, existe. Il est actuellement au service de la lutte utopique pour la compétitivité, au service de la recherche effrénée de croissance, au service des entreprises privées qui l'investissent

dans le chômage. Ce mauvais choix nous mène directement vers une société duale où les plus nombreux seront les exclus, les sans-emploi, les statuts précaires, les sans-droit à l'information, les oubliés de la culture, les non-concernés par le progrès. Qui a dit dix-neuvième siècle ?

**André P, enseignant
Bruxelles**

Lettre d'une prison marocaine

Depuis le 19 janvier, l'administration de la prison civile de Chefchaouen (Maroc) m'interdit les visites, ce qui constitue une nouvelle atteinte à mes droits acquis depuis des années en tant que prisonnier politique. Ceci vient juste après mon exclusion, ainsi que d'autres détenus politiques, de l'amnistie de 1994. J'avais signalé à ce moment, aux associations de défense des droits de l'homme et aux forces démocratiques la nécessité de donner à l'amnistie une dimension globale par le règlement définitif des dossiers de la détention politique, des disparitions et de l'exil.

Face à la montée des luttes des détenus politiques, le ministre des Droits de l'Homme et celui de la Justice ont déclaré, au comité de soutien aux détenus grévistes de la faim dans la prison de Fès, que notre exclusion était due au fait que le conseil consultatif des Droits de l'Homme s'est hâté dans la préparation des listes de ceux qui seraient libérés, et que le problème serait bientôt résolu. Mais leur solution fut plutôt répressive. Elle a commencé d'abord par l'acharnement contre mon camarade Aouinti Bensalem à la prison de Fès, et ensuite contre moi. Cela à l'encontre de tous les traités internationaux que le Maroc avait ratifiés et de sa promesse de respecter les droits de l'homme reconnus au niveau international. Afin de dénoncer ces tentatives d'atteinte à mon identité de détenu politique et ma privation de liberté, j'entamerai une grève de la faim illimitée à partir du 29

février. Je lance un appel à toutes les organisations syndicales, politiques et de défense des droits de l'homme pour me soutenir dans ce combat.

**Nour Eddine Jarir
Prison civile
de Chefchaouen, Maroc**

Un agent de police braque son revolver

Lundi 26 février vers 8 h 30, deux voitures de police bloquent un véhicule place Bockstael à Bruxelles. Un des agents bondit devant la voiture en question en braquant son revolver vers le pare-brise. Pendant ce temps, ses collègues vérifient les papiers du chauffeur et il apparaît rapidement qu'il ne s'agissait que d'une similitude avec un véhicule signalé suspect. L'incident s'arrête là. Mais il montre que l'utilisation du revolver devient un réflexe quotidien chez bon nombre de flics. Plus seulement vis-à-vis des "étrangers à l'aspect menaçant", mais y compris vis-à-vis de deux femmes "d'apparence belge", comme celles qui occupaient le véhicule en question. La répression anti-immigré n'est donc que le prélude à une répression généralisée.

**M. V.
Bruxelles**

Un étranger à Sabena...

Je voudrais profiter de la grande audience de notre hebdomadaire auprès des autorités judiciaires en général, et auprès du ministre de l'Intérieur en particulier, pour dénoncer un travailleur immigré, probablement clandestin, qui de surcroît se fait payer, en violation de nos lois, en francs suisses. J'ajouterai que cet individu n'appartient pas à la Communauté Européenne, ce qui à mes yeux aggrave son cas. En effet, il s'agit d'un ressortis-

sant helvétique, un certain Paul Reutlinger, engagé comme vice-président à la Sabena. En outre, ce monsieur ne réussira jamais son examen de naturalisation, car il ne connaît, de son propre aveu, strictement rien à nos traditions sociales et reconnaît n'avoir jamais rencontré une délégation syndicale.

Une seule question : comment ce monsieur compte-t-il préparer le chou-fleur ?

**G. H.
Un citoyen conscient
de son devoir civique**

Jan l'antiraciste et Patsy

La semaine passée, j'ai rencontré Jan. Lors de l'avant-dernière campagne électorale, je lui avais proposé de soutenir le PTB dans sa campagne. Depuis, il a distribué à l'occasion des dépliants toutes-boîtes. Jan est un antiraciste convaincu. Ancien ouvrier, il a été licencié il y a quelques années. Pourtant, il garde courage en s'informant. Les journaux qu'il lit, il les connaît presque par cœur.

Lors des dernières élections, il était encore convaincu d'émettre un vote utile en votant pour Patsy Sörensen (échevin dissidente du SP, passée à Agalev). Elle avait des chances de succès, car «c'est une personne courageuse qui obtiendra beaucoup de voix», disait-il. Il me raconta qu'il était allé à l'enterrement des deux inconnus, passagers clandestins de l'Elise D. Mais ni Patsy, ni Mieke Vogels (Agalev), ni Anthonissen, (échevin progressiste de la culture) n'étaient présents, pas plus que le bourgmestre SP Leona Detiège. «Pourtant, Detiège est bourgmestre d'Anvers et c'est par le port que ces deux malheureux sont arrivés dans notre pays», estime-t-il. «Lorsque je suis rentré chez moi, après l'enterrement, me confie-t-il, j'ai décidé que désormais je n'hésiterai plus à accorder ma voix au bon parti.»

**V. P.
Anvers**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde.

Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et envoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Les montages photos de Heartfield

Remarquable exposition itinérante dans plusieurs gares

C'est dans un wagon que le service formation du mouvement socialiste et de la FGFB flamande expose l'oeuvre de John Heartfield (1891-1968), pionnier du montage photographique et un des principaux artistes engagés de ce siècle. L'expo ne sera accessible que quelques jours en différentes villes. Une occasion unique.

Lieven Soete

Helmut Herzfeld né en 1891 à Berlin, suit une formation d'artiste-peintre à Munich et Berlin. Pendant la Première Guerre mondiale, en guise de protestation contre le nationalisme allemand, il adopte un nom de consonance anglaise, John Heartfield. Il se lie d'amitié avec le peintre et dessinateur George Grosz.

«J'ai vu la presse bourgeoise utiliser la photographie. Photos et commentaires étaient souvent utilisés pour dénaturer la vérité. Quand les gens voyaient des caricatures, ils disaient souvent : "C'est exagéré !" La photographie est plus convaincante. Les journaux bourgeois utilisaient la photographie pour magnifier la guerre. C'est pourquoi les ouvriers devaient aussi utiliser la photographie pour rendre leurs publications plus vivantes, pour dire la vérité sur la guerre.»

John Heartfield expliquait ainsi, en 1961, la raison principale pour laquelle lui, peintre, a voulu utiliser la photographie comme une nouvelle arme. Dès la Première Guerre mondiale, John et George ont réalisé des montages-photos. Ils découpaient la propagande des Allemands et des Français, recollant les morceaux dans un ordre différent. Ils envoyaient le résultat comme cartes de vœux. Ainsi est né le montage-photos : assemblage de plusieurs éléments se contredisant ou se complétant pour faire réfléchir.

En 1918, John Heartfield, George Grosz et le frère de John, l'écrivain Wieland Herzfeld sont parmi les premiers membres du Nouveau Parti Communiste allemand (KPD). Artistes, ils se mettent au service de la lutte révolutionnaire dirigée par le jeune KPD. John se consacre à plein temps à l'agit-prop du parti. D'abord comme concepteur de couverture de livres pour la maison d'éditions et comme dirigeant de l'atelier d'agit-prop du parti.

L'art rend un journal communiste populaire

Dès 1929, Heartfield devient un collaborateur régulier de l'hebdomadaire illustré "AIZ" (Arbeiter Illustrierter Zeitung, Journal ouvrier illustré), édité par une organisation de masse du KPD, le IAH (Internationale ArbeiterHilfe, Secours ouvrier international). Très vite, ce journal populaire atteint, en 1932, un tirage de 700.000 exemplaires, le second journal du genre en Allemagne. Le succès de AIZ est à attribuer, en partie, aux montages photos très populaires de John Heartfield, et au nouveau style révolutionnaire de la mise en page du journal, imité bien au-delà des frontières. Lorsque les nazis arrivent au pouvoir en 1933 à Berlin, la rédaction de AIZ déménage à Prague où le journal continue de paraître jusqu'à ce que les troupes nazies occupent cette ville en 1939. La célébrité de Heartfield est due

La réalité dénoncée par un montage-photo



La une de AIZ, n°48, 1932. A l'arrière-plan, le bâtiment de la Société des Nations, ancêtre de l'ONU. Titre : «La signification de Genève : là où règne le capital, pas de paix possible !» Commentaire de Heartfield : «A Genève, siège de la Société des Nations, on a tiré à l'arme automatique sur une manifestation ouvrière antifasciste. 15 morts et plus de 60 blessés.» Ce montage-photo a souvent été dénaturé. On n'y voit alors que la baïonnette et la colombe transpercée. L'essentiel du montage disparaît ainsi : le renvoi direct au massacre des ouvriers à Genève. Même les responsables de ce massacre pourraient trouver "belle" la version édulcorée de l'affiche.

principalement à ses analyses et à ses dénonciations du fascisme. Il utilise la même méthode que Bertolt Brecht au théâtre, Eisentein au cinéma et Hanns Eisler en musique : ils assemblent différents éléments, dont un est bien connu. Cet élément est alors confronté ("monté" comme ils disent) avec un autre élément qui fait office de contradiction ou de complément. Résultat : on est surpris, on fronce les sourcils, on se pose des questions, on veut discuter, réagir, faire quelque chose. Heartfield ne

voulait pas faire des dessins comiques ni de belles images. Il cherchait un moyen de faire réfléchir le lecteur, comme première étape vers l'action. Bon nombre de ses oeuvres restent d'une actualité brûlante et sont parfaitement utilisables dans notre situation, où le fascisme réapparaît avec la complicité des partis dits "démocratiques".

L'AMSAB et le service de formation de la FGFB offrent une occasion unique de mieux connaître l'oeuvre de Heartfield. Quatre-

vingts montages photos sont proposés. Le train-exposition sera dans les gares suivantes : Alost, les 13 et 14 mars; Schaerbeek, les 15 et 16 mars; Malines, du 17 au 20 mars; St.Niklaas, 21 mars; Louvain, du 22 au 25 mars. De 8h30 à 19h en semaine et de 10 à 18h le week-end.

Visite en groupe organisée par le Centre International, à Bruxelles, samedi 16 mars, gare de Schaerbeek. Rendez-vous 10 h30, hall de la gare.

Kung Fu de grande classe

L'art martial de Shaolin à la fête du 1er mai du PTB

Eddy Hosten

La Mante belge est une association de Kung Fu Shaolin, un art martial venant de Chine. Au 1er Mai du PTB, elle nous présentera la danse des licornes acrobatiques sur obstacles. Dans cette discipline, elle est championne d'Europe.

Kung Fu veut dire : «art d'exceller». C'est d'abord un art martial traditionnel en Chine. Pendant la guerre civile contre le dernier empereur, en 1911, les pensionnaires du temple de Shaolin ont pris fait et cause pour le peuple et ont répandu leur art dans la population. Contrairement à certaines idées reçues, notamment via les films de Bruce Lee, le kung fu ne

met pas l'accent sur la violence. Son premier objectif est de former des êtres en harmonie avec eux-mêmes et leur environnement. Il permet une maîtrise de l'énergie physique et psychologique, un contrôle émotionnel. développe la santé. Le combat, avec ou sans armes, n'en est qu'une facette. Suivant la tradition, les valeurs de solidarité, de fraternité, de respect d'autrui, de fidélité et d'hygiène de vie sont encouragées.

La Mante belge compte actuellement deux cents membres (de 5 à 64 ans) et dispose de sept salles. On y apprend les techniques d'autodéfense, mais on ne prône pas le combat, l'esprit de compétition, les valeurs guerrières.

Certains membres pu aller en Chine, constatant un refus de l'élitisme. La Mante belge désire que son enseignement soit accessible à tous, comme en Chine. Ne soexclus que les racistes, fascistes et bagarreurs. Chaque année, se déroulent trois camps de vacances pour jeunes. Des non-membres peuvent participer.

Une quarantaine de membres parviennent à exécuter la danse, fort difficile, des licornes. Cet animal mythique symbolise la protection contre les mauvais esprits. Les épreuves résument toutes les qualités martiales. Les athlètes, liés deux à deux, franchissent des obstacles de plusieurs mètres de haut. Le parcours

dépend de la témérité des pratiquants : il faut des nerfs d'acier, des qualités psychomotrices, d'équilibre et de synchronisme. Le tambour orchestre le spectacle et les efforts des athlètes. Aux moments les plus difficiles, les roulements assurent seuls la synchronisation entre les deux sportifs composant la licorne.

La licorne symbolise aussi l'école; chacune possède ses couleurs et significations. Il existe trois fédérations internationales de licorne dans le monde : Chine (vingt millions de membres), Asie du Sud-Est, Europe.

La Mante belge a choisi d'avoir des liens avec la Chine. Deux raisons : favoriser un choix de société;

ensuite, donner des cours non fondés sur l'élitisme, mais sur la fraternité. Actuellement championne d'Europe, la Mante belge organise les championnats de 1996 le 31 mars prochain au hall omnisports de Trooz. Elle a invité la fédération chinoise, pour souligner son rôle moteur. D'où réactions des autres organisations européennes, vu la campagne antichinoise bien connue. Mais la Mante belge a pris ses responsabilités.

Renseignements : La Mante belge asbl, p/a José Magnée, rue Vaux 368, 4870 Nessonvaux. Tél./Fax : 087/26.80.12.